



MUNICIPAL - P. O.
LE PERCEPTEUR DU
REVENU PROVINCIAL
445 ST-GABRIEL

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 28 OCTOBRE 1944

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, OCTOBER 28TH, 1944

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi,

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
5200—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
5200—1-52

Lettres patentes

Letters Patent

"Adorable Frocks Inc."

"Adorable Frocks Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six septembre 1944, constituant en corporation: Edward Ducheny, Samuel Sherman, tous deux de la cité de Montréal, manufacturiers, et Celia Cohen, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de la laine, des cotonnades, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre, ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de robes, de vêtements de sport et de robes de maison pour dames, sous le nom de "Adorable Frocks Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1944, incorporating: Edward Ducheny, Samuel Sherman, both of the City of Montreal, manufacturers, and Celia Cohen, stenographer, spinster, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of ladies' dresses, sportswear and housecoats, under the name of "Adorable Frocks Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le six septembre 1944.

L'assistant-procureur général,
7542 L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General. 7542-o

"Amherst Jobbing Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze septembre 1944, constituant en corporation: Aaron Kornbluth, manufacturier, Anna Muchnick Kornbluth, bourgeoise, séparée de biens de son mari, ledit Aaron Kornbluth, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Max Kornbluth, manufacturier, et Sarah Tieger Kornbluth, bourgeoise, séparée de biens de son mari, ledit Max Kornbluth, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de trafiquants, importateurs, grossistes, détaillants, marchands et distributeurs de toutes matières textiles, lainages, soieries, doublures, et toutes autres étoffes de toute description, et à cette fin faire toutes ou chacune des choses y connexes;

Manufacturer, négocier, importer, exporter, en gros et en détail, des blouses pour femmes et fillettes, habits de sport, robes d'intérieur, gilets, jupes, robes de femmes et d'enfants, costumes, manteaux, et manufacturer des vêtements de toute description pour femmes, sous le nom de "Amherst Jobbing Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorze septembre 1944.

L'assistant-procureur général,
7543 L. DÉSILETS.

"Berney Fabrics Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six septembre 1944, constituant en corporation: Barnet Nusselman, notaire, Joseph Bernstein, voyageur, et Fanny Roman, secrétaire, célibataire, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce et le négoce d'importateurs et d'exportateurs, grossistes et détaillants, marchands et trafiquants, producteurs et manufacturiers de soieries, satins, cotonnades, lainages, fil, drap, garnitures, doublures, textiles, étoffes et marchandises sèches de toute sorte et description employés dans la confection de vêtements pour hommes, femmes et enfants et lingerie de toute sorte et description, sous le nom de "Berney Fabrics Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

"Amherst Jobbing Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1944, incorporating: Aaron Kornbluth, manufacturer, Anna Muchnick Kornbluth, housewife, separate as to property from her husband, the said Aaron Kornbluth, and duly authorized by him for these presents, Max Kornbluth, manufacturer, and Sarah Tieger Kornbluth, housewife, separate as to property from her husband, the said Max Kornbluth, and duly authorized by him for these presents, all of the City of Outremont, in the District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of jobbers, importers, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all textile materials, woollens, silks, linings, and all other materials of any description whatsoever, and to that end to do any and all other things appertaining to the same;

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and misses' blouses, sportswear, housecoats, jackets, skirts, ladies' and children's dresses, suits, coats, and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever, under the name of "Amherst Jobbing Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General. 7543-o

"Berney Fabrics Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1944, incorporating: Barnet Nusselman, notary, Joseph Bernstein, traveller, and Fanny Roman, secretary, unmarried, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers and exporters, wholesale and retail merchants, dealers and jobbers, producers and manufacturers of silks, satins, cottons, woollens, yarns, cloths, trimmings, linings, textiles, fabrics and dry goods of every kind and description used in the manufacture of men's, women's and children's garments and wearing apparel of every kind and description, under the name of "Berney Fabrics Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.) each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le six septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7544 L. DÉSILETS.

"Candia Homes Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six septembre 1944, constituant en corporation: Samuel Chait, Abraham M. Klein, tous deux avocats, et Freda Pomerance, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquiescer ou autrement acquiescer des terrains et propriétés immobilières urbains et ruraux; les détenir, les subdiviser, les développer et les vendre; ériger sur iceux et détenir, louer, vendre ou autrement disposer de toutes sortes de bâtisses, comprenant des édifices pour fins résidentielles et commerciales;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour toutes sortes de construction, sous le nom de "Candia Homes Company", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce six septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7545 L. DÉSILETS.

"Chelsea Export Corporation"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept août 1944, constituant en corporation: Moe A. Schwartz, ingénieur de l'industrie, Joseph Daniels et Robert Daniels, tous deux manufacturiers, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

S'occuper de l'importation et de l'exportation de bottes, souliers, bas et autres chaussures, et tous accessoires d'iceux, cirage pour bottes et souliers, laine, cotonnades, lainages, soieries, toiles et vêtements pour hommes, femmes et enfants, machinerie, meubles, denrées alimentaires et grains, sous le nom de "Chelsea Export Corporation", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en 4,900 actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7546 L. DÉSILETS.

"Choquette & Compagnie Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de septembre 1944, constituant en corporation: Joseph-Eugène-Aimé Choquette, Antoine Vacchino, tous deux électriciens, et Fernande Choquette, sténographe, fille majeure,

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Candia Homes Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1944, incorporating: Samuel Chait, Abraham M. Klein, both advocates, and Freda Pomerance, fille majeure, secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire urban and rural land and immoveable property; to hold, subdivide, develop and sell same; to erect thereon and hold, lease, sell or otherwise dispose of all kinds of buildings, including residential and commercial structures;

To carry on the business of general contractors in all categories of construction, under the name of "Candia Homes Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Chelsea Export Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of August, 1944, incorporating: Moe A. Schwartz, industrial engineer, Joseph Daniels and Robert Daniels, both manufacturers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in the importing and exporting of boots, shoes, hosiery and other footwear, and all accessories thereof, boot and shoe polishes, wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and men's, women's and children's clothing, machinery, furniture, foods and grains, under the name of "Chelsea Export Corporation", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.), divided into 4,900 shares of ten dollars (\$10.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Choquette & Compagnie Limitée"

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1944, incorporating: Joseph-Eugène-Aimé Choquette, Antonio Vacchino, both electricians, and Fernande Choquette, stenographer, spinster, all of the city and district

tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et métier d'entrepreneurs-électriciens dans toutes leurs spécialités;

Exercer le commerce d'agents et courtiers de toutes sortes de produits, d'articles et de marchandises électriques, y compris les poêles, instruments aratoires, glacières, lessiveuses, radios, systèmes d'éclairage, d'alarme, de chauffage et de réfrigération, et de toutes parties d'iceux, sous le nom de "Choquette & Compagnie Limitée", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,

7547-o

L. DÉSILETS.

"Clauremiand Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingtième jour de septembre 1944, constituant en corporation: Marcel Piché, avocat, Mlle Arline Goundrey, secrétaire, tous deux des cité et district de Montréal, et Henri Olivier, secrétaire, de St-Joseph de Sorel, district de Richelieu, tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme compagnie de contrôle, consentir des prêts aux clients et personnes en relations d'affaires avec la compagnie ou autrement, faire fructifier les biens, valeurs et argents de la compagnie; exercer, comme principal ou agent, pour toute personne ou compagnie tous ou chacun des objets par les présentes autorisés, sous le nom de "Clauremiand Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de dix mille dollars (\$10,000).

Le bureau principal de la compagnie sera à Sorel, dans le district de Richelieu.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,

7548-o

L. DÉSILETS.

"De Luxe Braid, Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un septembre, 1944, constituant en corporation: Joseph Placide Lymburner, voyageur de commerce, Emile Walter Straube, manufacturier, et Roch Pinard, avocat, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme manufacturiers, producteurs, marchands en gros et en détail, importateurs et exportateurs de soutache et de toutes sortes de tissus pour garnitures, et fournitures de manufacturiers de chaussures, aussi bien qu'autres lignes de commerce se rapportant ou pouvant être convenablement exercées relativement aux objets susdits, sous le nom de "De Luxe Braid, Limited", avec un capital total de quarante-neuf

of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, in all the specialties thereof, the business and trade of electrical contractors;

To carry on the business of agents and brokers for all kinds of electrical products, articles and merchandise, including stoves, agricultural implements, refrigerators, washing machines, radios, lighting, alarm, heating and refrigerating systems, and any parts thereof, under the name of "Choquette & Compagnie Limitée", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000) divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Clauremiand Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of September, 1944, incorporating: Marcel Piché, advocate, Mlle Arline Goundrey, secretary, both of the city and district of Montreal, and Henri Olivier, secretary, of St-Joseph de Sorel, district of Richelieu, all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

To act as a holding company, to grant loans to customers and persons having business relations with the company or otherwise, to turn to account the properties, assets and monies of the company; to carry on, as principal or agent, for any person or company, all or any of the objects hereby authorized, under the name of "Clauremiand Limitée".

The capital stock of the company is divided into 1000 shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the company will be at Sorel, district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"De Luxe Braid, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1944, incorporating: Joseph Placide Lymburner, travelling salesman, Emile Walter Straube, manufacturer, and Roch Pinard, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, producers, merchants, wholesale and retail, importers and exporters, in braids and all kinds of textile trimmings and shoe manufacturers' supplies, as well as in other lines, which may be connected with or capable of being conveniently carried on in connection with the foregoing objects, under the name of "De Luxe Braid, Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand five

mille cinq cents dollars (\$49,500), divisé en 495 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et un septembre 1944.

L'assistant-procureur général,
7549 L. DÉSILETS.

"Entreprises Lagafa Ltée"
"Lagafa Enterprises Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de septembre 1944, constituant en corporation: Louis Girard, avocat, Jean-Baptiste Brown, comptable, tous deux de la cité de Québec, et Mlle Pierrette Gauvin, secrétaire, de Cap Rouge, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer comme manufacturier, négociant, commerçant, agent, courtier, importateur, exportateur, en gros, en détail, comme principal et comme agent, exercer en général et dans toutes ses spécialités, l'industrie de la peinture et des produits connexes, sous le nom de "Entreprises Lagafa Ltée"—"Lagafa Enterprises Ltd.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en 100 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7550-o L. DÉSILETS.

"Eugène Studio Limitée"
"Eugène Studio Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de septembre 1944, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat, Léonie Delisle, secrétaire, et Marcelle Leblanc, commis de bureau, ces deux dernières filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, négocier, vendre des photographies classiques, privées et commerciales, faire de la photographie commerciale pour d'autres studios en finissant, agrandissant, développant, la fabrication d'accessoires, ameublement, appareils photographiques, et les négocier, manipuler, vendre, acheter et faire commerce d'iceux, et d'aucune et toutes choses se rapportant en général à l'art de la photographie dans toutes ses formes, sous le nom de "Eugène Studio Limitée"—"Eugène Studio Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quatre cents (400) actions sans valeur au pair ou nominale, et en cent quatre-vingts (180) actions privilégiées de \$100.00 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de quatre mille dollars (\$4,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7551-o L. DÉSILETS.

hundred dollars (\$49,500), divided into 495 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
7549-o Deputy Attorney General.

"Entreprises Lagafa Ltée"
"Lagafa Enterprises Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1944, incorporating: Louis Girard, advocate, Jean-Baptiste Brown, accountant, both of the city of Quebec, and Mlle Pierrette Gauvin, secretary, of Cap Rouge, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturer, merchant, trader, agent, broker, importer, exporter, wholesale, retail, as principal or as agent, to carry on generally and in all the specialties thereof, the painting business and that of the products incidental thereto, under the name of "Entreprises Lagafa Ltée"—"Lagafa Enterprises Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
7550 Deputy Attorney General.

"Eugène Studio Limitée"
"Eugène Studio Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1944, incorporating: Henri-Paul Lemay, advocate, Léonie Delisle, secretary, and Marcelle LeBlanc, office clerk, these two latter spinsters, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To make, trade in, sell classical, private and commercial photographs, to undertake commercial photography for other studios by finishing enlarging, and developing, to manufacture accessories, equipment, photographic apparatus, and to trade in, handle, sell, buy and deal in the same and in any and all things generally connected with the art of photography in all its lines, under the name of "Eugène Studio Limitée"—"Eugène Studio Limited".

The capital stock of the company is divided into four hundred (400) shares without par or nominal value, and into one hundred and eighty (180) preferred shares of \$100 each and the amount with which the company will commence its operations will be four thousand dollars (\$4,000).

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
7551 Deputy Attorney General.

"Fife Automobiles Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de septembre 1944, constituant en corporation: Raymond Dugal, comptable, Mlle Françoise Dallaire et Mlle Albertine Tremblay, sténographes, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'achat, de vente et d'échange de voitures-automobiles de tout genre et de tout modèle, et à cette fin faire toutes les opérations commerciales en dépendant, sans aucune restriction, soit pour le commerce d'achat, de vente et d'échange de voitures-automobiles neuves ou de voitures-automobiles usagées;

Faire le commerce de réparation de tout genre de toute voiture-automobile, acheter et vendre des pièces de rechange, sous le nom de "Fife Automobiles Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900.00), divisé en 499 actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7552-o L. DÉSILETS.

"Hartford Investment Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze septembre 1944, constituant en corporation: Marco Leon et David J. Henderson, tous deux manufacturiers, des cité et district de Montréal, et Max Hellman Swards, procureur, de la cité de Westmount, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et détenir des actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations et valeurs émis ou garantis par aucune compagnie constituée ou exerçant le commerce à quelque endroit que ce soit, et des débetures, actions-débetures, bons ou obligations et valeurs émis ou garantis par aucun gouvernement, commissaires, corps public ou une autorité suprême, municipale, locale ou autrement, sous le nom de "Hartford Investment Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 20,000 actions ordinaires d'un dollar (\$1) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce onze septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7553 L. DÉSILETS.

"Kertchiff Dress Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six septembre 1944, constituant en corporation: Hyman Kertchiff, manufacturier, Phillip Leibovitz, opérateur, tous deux de la cité de Montréal, et Celia Cohen, sténographe, fille

"Fife Automobiles Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1944, incorporating: Raymond Dugal, accountant, Mlle Françoise Dallaire and Mlle Albertine Tremblay, stenographers, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell and exchange of motor vehicles of every kind and every model, and, for such purpose to carry on any commercial business incidental thereto, without any restriction whatsoever, whether for the purchase, sale and exchange of new or of used motor vehicles;

To carry on any kind of repairing of any motor vehicle, to purchase and sell spare parts, under the name of "Fife Automobiles Limitée", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900), divided into 499 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
7552 Deputy Attorney General.

"Hartford Investment Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1944, incorporating: Marco Leon and David J. Henderson, both manufacturers, of the City and District of Montreal, and Max Hellman Swards, barrister, of the City of Westmount, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and hold shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any company wheresoever constituted or carrying on business, and debentures, debenture stocks, bonds or obligations and securities issued or guaranteed by any government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, under the name of "Hartford Investment Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 20,000 common shares of one dollar (\$1) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
7553-o Deputy Attorney General.

"Kertchiff Dress Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1944, incorporating: Hyman Kertchiff, manufacturer, Phillip Leibovitz, operator, both of the City of Montreal, and Celia Cohen, stenographer, spinster, of the City of Outremont,

majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de la laine, des cotonnades, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre, ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de robes et autres vêtements pour femmes et enfants, sous le nom de "Kertchiff Dress Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le six septembre 1944.

L'assistant-procureur général,
7554 L. DÉSILETS.

"La Compagnie de Gravelage du Bas St-Laurent Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de septembre 1944, constituant en corporation: Pierre Paradis, commerçant, Albert Santerre, entrepreneur, tous deux de Mont-Joli, et Jos.-H. Fortin, camionneur, de Priceville, dans le district de Rimouski, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux pour construire et aménager des bâtisses publiques ou privées, faire exécuter, aménager, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer et contrôler les travaux de toute description, y compris des travaux publics sans restriction; exercer sous toutes leurs formes les diverses industries et le commerce de marchands de matériaux de construction, sous le nom de "La Compagnie de Gravelage du Bas St-Laurent Ltée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Mont-Joli, district de Rimouski.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7555-o L. DÉSILETS.

"L'Association Nautique & Sportive du Lac St-Augustin"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de septembre 1944, constituant en corporation sans capital-actions: François Marquis, gérant, Joseph-Alfred Morisset, publiciste, Louis-Ernest Plante, négociant, Majella Roux, technicien, Edgar Boisvert, mécanicien, Alfred Vézina, garagiste, Josaphat Drouin, voyageur, Ovila Noël, menuisier, Joseph-Olivier Bacon, employé civil, et Rosaire Beaupré, entrepreneur, tous des cité et

all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of women's and children's dresses and other garments, under the name of "Kertchiff Dress Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
7554-o Deputy Attorney General.

"La Compagnie de Gravelage du Bas St-Laurent Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of September, 1944, incorporating: Pierre Paradis, trader, Albert Santerre, contractor, both of Mont-Joli, and Jos. H. Fortin, truckman, of Priceville, in the district of Rimouski, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general builders and contractors, to build and equip public or private buildings, to carry out, equip, improve, conduct, develop, administer, manage and control works of all descriptions, including public works without restriction; to carry on in all lines of same the various industries and business of dealers in building requisites, under the name of "La Compagnie de Gravelage du Bas St-Laurent Ltée" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
7555 Deputy Attorney General.

"L'Association Nautique & Sportive du Lac St-Augustin"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of September, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: François Marquis, manager, Joseph-Alfred Morisset, publicist, Louis-Ernest Plante, trader, Majella Roux, technician, Edgar Boisvert, mechanic, Alfred Vézina, garage-keeper, Josaphat Drouin, traveller, Ovila Noël, joiner, Joseph-Olivier Bacon, civil employee, and Rosaire Beaupré, contractor, all of the city and district

district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Procurer aux villégiateurs du Lac St-Augustin un centre récréatif, sous le nom de "L'Association Nautique & Sportive du Lac St-Augustin".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000).

Le siège social de la corporation sera au Lac St-Augustin, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,

7556-o

L. DÉSILETS.

"Le Sanatorium Bruchesi de Montréal"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de septembre 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph-Arthur Jarry, médecin, Demoiselle Any-sie-M. Deland, fille majeure et infirmière hygiéniste, tous deux de la cité de Montréal, et Joseph-Ubaldo Boyer, gérant général de la Banque Provinciale du Canada, de la cité d'Outremont, tous trois du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Établir, maintenir et administrer un ou des sanatoriums pour tuberculeux, un ou des hôpitaux pour les mêmes fins, des préventoria pour enfants et adultes et toutes autres organisations hospitalières ou autres, pour le diagnostic, la prévention et la cure des tuberculeux, avec succursales et annexes nécessaires dans la Cité de Montréal et ailleurs dans la Province de Québec, où des malades, sans distinction de religion ou de nationalité, pourront être reçus et traités, sous le nom de "Le Sanatorium Bruchesi de Montréal."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de deux cent cinquante mille dollars (\$250,000.00).

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,

7557-o

L. DÉSILETS.

"Merit Clothing Co. Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-neuf septembre 1944, constituant en corporation: David Louis Silverstone, manufacturier, Dame Sophie Litner, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit David Louis Silverstone, et Harry Blanshay, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, vendre, acheter, importer et exporter des marchandises sèches, des cotonnades, soieries et vêtements et effets de toutes sortes et descriptions pour dames et messieurs, fournitures de toutes sortes pour dames et messieurs, vêtements de sport pour dames et

of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To provide a recreational center for the summer residents of Lake St. Augustin, under the name of "L'Association Nautique & Sportive du Lac St-Augustin".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the corporation will be at Lake St. Augustin, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Le Sanatorium Bruchesi de Montréal"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of September, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph Arthur Jarry, physician, Miss Any-sie M. Deland, spinster and nurse-hygienist, both of the city of Montreal, and Joseph Ubaldo Boyer, general manager of the Banque Provinciale du Canada, of the city of Outremont, all three of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish, maintain and manage a sanatorium or sanatoria for tubercular cases, one or more hospitals for the same purpose, preventoria for children and adults and any other organizations whether of the nature of a hospital or otherwise, for diagnosis, prevention and cure of tuberculosis, with the necessary branches and annexes in the city of Montreal and elsewhere in the Province of Quebec, where the sick, without distinction as to creed or nationality, may be admitted and treated, under the name of "Le Sanatorium Bruchesi de Montréal."

The amount to which the annual revenues from the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000).

The head office of the corporation will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Merit Clothing Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of September, 1944, incorporating: David Louis Silverstone, manufacturer, Dame Sophie Litner, housewife, wife contractually separate as to property of the said David Louis Silverstone, and Harry Blanshay, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, sell, buy, import and export dry goods, cotton goods, silks and ladies' and gentlemen's clothing and garments of every kind and description, ladies' and gentlemen's furnishings of every kind, ladies' and gentlemen's sportswear, sporting goods and

messieurs, articles et effets de sport de toutes sortes, sous le nom de "Merit Clothing Co. Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuf septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7558 L. DÉSILETS.

"National Cleaners Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit septembre 1944, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, fille majeure, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Teindre, nettoyer, embellir, rénover et réparer toutes sortes de salopettes, draps, tissus, marchandises, étoffes et articles et exercer le commerce de teinturerie et de nettoyage en général; exercer le commerce d'une buanderie à vapeur et en général;

Acacheter, acquérir et assumer comme une industrie en exploitation le commerce et l'entreprise ci-devant exercé dans la cité de Montréal à 3160 rue Rouen et ailleurs de National Cleaners Reg'd., avec tous ou aucun des biens et obligations d'icelle et les payer en actions entièrement acquittées ou en argent, sous le nom de "National Cleaners Inc.", avec un capital total de quarante-huit mille dollars (\$48,000), divisé en 4,800 actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huit septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7559 L. DÉSILETS.

"Newton Manufacturing & Import Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de septembre 1944, constituant en corporation: Henri Gervais, Réal Cloutier, manufacturiers, et L. Roméo Héroux, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour la construction et l'aménagement de travaux publics ou privés et faire tous genres de constructions que la compagnie jugera utiles ou nécessaires;

Manufacturer, ouvrir et en général exercer le métier de manufacturiers de tous articles en bois généralement reconnus dans le commerce et aussi faire l'exportation et l'importation de tous articles ou biens meubles en bois que la compagnie jugera utile ou nécessaire, sous le nom de "Newton Manufacturing & Import Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en 490 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

sporting apparel of every kind, under the name of "Merit Clothing Co. Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
7558-o Deputy Attorney General.

"National Cleaners Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1944, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, spinster, stenographer, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To dye, clean, embellish, renovate and repair all kinds of overalls, cloth, fabrics, goods, materials and articles and carry on the business of general dyeing and cleaning; to carry on the business of a steam and general laundry;

To purchase, acquire and take over as a going concern the business and undertaking heretofore carried on in the City of Montreal at 3160 Rouen Street and elsewhere of National Cleaners Reg'd., with all or any of the assets and liabilities thereof and to pay for same in fully paid shares or in cash, under the name of "National Cleaners Inc.", with a total capital stock of forty-eight thousand dollars (\$48,000), divided into 4800 shares of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
7559-o Deputy Attorney General.

"Newton Manufacturing & Import Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1944, incorporating: Henri Gervais, Réal Cloutier, manufacturers, and L. Roméo Héroux, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for the constructing and equipping of public or private works and to undertake all kinds of construction which the company may deem useful or necessary;

To manufacture, and fashion wooden articles and carry on in general the trade of manufacturer of all wooden articles generally known in such business and also to export and import all articles or wooden effects which the company may deem useful or necessary, under the name of "Newton Manufacturing & Import Ltd.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into 490 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7560-o L. DÉSILETS.

"Notions Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six septembre 1944, constituant en corporation: William Kostiner, Gabriel Kostiner, tous deux de la cité d'Outremont, manufacturiers, et Jack Harold Shapiro, de la cité de Montréal, gérant, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands et trafiquants de cols de lingerie, blouses, des devants de robes pour dames, et nouveautés de toutes sortes et descriptions; exercer ce commerce en gros et en détail et agir comme exportateurs et importateurs et manufacturer et négocier des articles, commodités et étoffes de même nature, sous le nom de "Notions Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le six septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7561 L. DÉSILETS.

"Oasis Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de septembre 1944, constituant en corporation: Paul Tremblay, industriel, Lucien Rodier, avocat, et Philippe-Azarie LaSalle, cabaretier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exercer l'occupation de restaurateur, d'hôtelier, de tavernier, avec pouvoir de louer des chambres, des salons, des appartements, avec ou sans nourriture ou pension, sous le nom de "Oasis Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7562-o L. DÉSILETS.

"Quebec Envelope Company Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt et un septembre 1944, constituant en corporation: Peter James Bell Brass, sr., de la cité de Lachine, vendeur, Peter John Brass, jr., vendeur, et Dorothy Perego, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Notions Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1944, incorporating: William Kostiner, Gabriel Kostiner, both of the City of Outremont, manufacturers, and Jack Harold Shapiro, of the City of Montreal, manager, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, dealers, and jobbers in ladies' neckwear, blouses, dummies, and novelties of every kind and description; to carry on such business wholesale and retail and as exporters and importers and to manufacture and deal in articles, commodities and materials of a similar nature, under the name of "Notions Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into 200 common shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Oasis Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1944, incorporating: Paul Tremblay, manufacturer, Lucien Rodier, advocate, and Philippe Azarie LaSalle, cabaret owner, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in the business of a restaurant-keeper, hotel-keeper, tavern-keeper, with power to rent rooms, parlours, apartments, with or without meals or board, under the name of "Oasis Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Quebec Envelope Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of September, 1944, incorporating: Peter James Bell Brass, Sr., of the City of Lachine, salesman, Peter John Brass, Jr., salesman, and Dorothy Perego, spinster, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Faire le commerce de marchands, manufacturiers, importateurs et négociants d'enveloppes, papier d'emballage, sacs, bandes de papier, contenants et tous articles, produits et objets faits de papier de tout genre, clinquant, cellophane, carton, pulpe, dissolvant ou matériaux employés dans la fabrication, la transformation ou le traitement du papier, clinquant, cellophane, carton pour boîtes, carton, papier traité, matériaux de papier et toute sorte de substitution du papier et autres substances brutes, préparations, mélanges et combinaisons d'iceux, sous le nom de "Quebec Envelope Company Limited", avec un capital total de cinquante mille dollars (\$50,000), divisé en 500 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et un septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,

7563

L. DÉSILETS.

"Regal Lingerie Manufacturing Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit septembre 1944, constituant en corporation: Joseph Helal, avocat et conseil en loi du Roi, Samuel Lyon Caplan, notaire, et Mademoiselle Rebecca Pinsky, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme marchands en gros et en détail, et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de robes, mantes, manteaux, chapeaux, casquettes, vêtements, sous-vêtements, vêtements de toute description pour hommes, femmes et enfants, mercerie, fournitures, gants et mitaines, chaussures, articles en cuir et en caoutchouc, garnitures, draps, soies et autres tissus textiles, nouveautés, ornements, bijouterie, montres, horloges, papeterie et ferronnerie, verrerie, faïencerie, coutellerie, jouets, sous le nom de "Regal Lingerie Manufacturing Company Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000), divisé en 990 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huit septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,

7564

L. DÉSILETS.

"Safety Step Ladder & Woodwork Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze septembre 1944, constituant en corporation: Michael Herman, Louis H. Rohrlück, avocats, et Dame Libby Turner, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de négociants de bois de construction, marchands de bois de charpente, propriétaires de scieries et acheter et vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce de bois de charpente, bois de construction et bois de toutes

To carry on the business of merchants, manufacturers, importers of and dealers in envelopes, packages, bags, wrappers, containers and all articles, products and commodities made from any grade of paper, foil, cellophane, board, pulp, solvent or material used in the manufacture, conversion or treatment of paper, foil, cellophane, boxboard, cardboard, treated papers, paper materials and paper substitutes of all kinds and other raw substances, preparations, mixtures, and combinations thereof, under the name of "Quebec Envelope Company Limited", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000), divided into 500 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Regal Lingerie Manufacturing Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1944, incorporating: Joseph Helal, advocate and King's Counsel, Samuel Lyon Caplan, notary, and Miss Rebecca Pinsky, stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business as wholesale and retail merchants, and to manufacture, buy, sell, import, export and deal in dresses, capes, coats, hats, caps, clothing, underwear, men's, ladies' and children's wearing apparel of every description, haberdashery, furnishings, gloves and mitts, shoes, leather and rubber goods, trimmings, cloths, silk and other fabric textures, novelties, ornaments, jewellery, watches, clocks, stationery and hardware, glass, crockery, cutlery, toys, under the name of "Regal Lingerie Manufacturing Company Limited", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000), divided into 990 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Safety Step Ladder & Woodwork Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1944, incorporating: Michael Herman, Louis H. Rohrlück, advocates, and Dame Libby Turner, spinster of the full age of majority, secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of lumber operators, timber merchants, sawmill proprietors and to buy and sell, prepare for market, manufacture, import, export and deal in timber, lumber and wood of all kinds, and to manufacture and deal, whether wholesale or retail, in lumber, timber,

sortes, et manufacturer et faire le commerce, soit en gros ou en détail, de bois de construction, bois de charpente, bardeaux, lattes, portes et chassis, bois pour planchers, escabeaux, maisons démontables, et de tous articles et matériaux dans la fabrication desquels le bois de charpente, le bois de construction ou le bois est utilisé, sous le nom de "Safety Step Ladder & Woodwork Company Limited", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents dollars (\$19,900), divisé en 1990 actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce douze septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7565 L. DÉSILETS.

"Senneterre Peat & Moss Mines Limited"
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de septembre 1944, constituant en corporation: Jean Monette, Jean-Joffre Gourd, avocats, et Juliette Trempe, cédibataire, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Que sans déroger à la Loi des mines de Québec (chap. 196) et sans restreindre en rien ses pouvoirs généraux, la compagnie puisse:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Senneterre Peat & Moss Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$149,999.00, divisé en 149,999 actions d'un dollar (\$1.00) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le bureau principal de la compagnie sera à Senneterre, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7566-o L. DÉSILETS.

"The House of Plastics Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze septembre 1944, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, mademoiselle Queenie Marcovitch, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et mademoiselle Martha Glovinsky, sténographe, de la cité d'Outremont, les deux dernières filles majeures, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

shingles, laths, sashes and doors, flooring, step-ladders, portable houses, and all articles and materials in the manufacture whereof timber, lumber or wood is used, under the name of "Safety Step Ladder & Woodwork Company Limited" with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.), divided into 1990 shares of ten dollars (\$10.) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
7565-o Deputy Attorney General.

"Senneterre Peat & Moss Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1944, incorporating: Jean Monette, Jean-Joffre Gourd, advocates, and Juliette Trempe, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Without detracting from the provisions of the Quebec Mining Act (chap. 196) and without restricting in any manner its general powers, the company may:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Senneterre Peat & Moss Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$149,999, divided into 149,999 shares of one dollar (\$1) each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Senneterre, district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
7566 Deputy Attorney General.

"The House of Plastics Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1944, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Miss Queenie Marcovitch, secretary, both of the City of Montreal, and Miss Martha Glovinsky, stenographer, of the City of Outremont, the two latter spinsters of the full age of majority, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Acheter, vendre, manufacturer et généralement faire le commerce d'articles en plastique, de toute nature que ce soit, pour usage domestique, industriel et décoratif, sous le nom de "The House of Plastics Ltd.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en 1,000 actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1087, rue Bleury, en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le douze septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7567 L. DÉSILETS.

"Courville Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq septembre 1944, constituant en corporation: William Symon Morlock, Bruce Victor McCrimmon et George Reith Mackie, procureurs, Roland Newman Crowe et Mademoiselle Alice Marion Lovley, étudiants en droit, tous de la cité de Toronto, comté de York, province d'Ontario, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Courville Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera dans le canton de Duparquet, district d'Abitibi, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinq septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7596 P. FRENETTE.

"Quebec Ore Zone Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq septembre 1944, constituant en corporation: William Symon Morlock, Bruce Victor McCrimmon et George Reith Mackie, procureurs, Roland Newman Crowe et Mademoiselle Alice Marion Lovley, étudiants en droit, tous de la cité de Toronto, comté de York, province d'Ontario, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre

To buy, sell, manufacture and generally deal in domestic, industrial and decorative plastic articles of any nature whatsoever, under the name of "The House of Plastics Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into 1,000 shares of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at 1087 Bleury Street, in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,
7567-o Deputy Attorney General.

"Courville Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1944, incorporating: William Symon Morlock, Bruce Victor McCrimmon and George Reith Mackie, solicitors, Roland Newman Crowe and Miss Alice Marion Lovley, students-at-law, all of the City of Toronto, in the County of York, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Courville Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.), divided into three million (3,000,000) shares of the par value of one dollar (\$1.) each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the Company will be at the Township of Duparquet, in the District of Abitibi, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7596-o Assistant Deputy Attorney General.

"Quebec Ore Zone Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1944, incorporating: William Symon Morlock, Bruce Victor McCrimmon and George Reith Mackie, solicitors, Roland Newman Crowe and Miss Alice Marion Lovley, students-at-law, all of the City of Toronto, in the County of York, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined,

manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Quebec Ore Zone Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000), divisé en trois millions d'actions d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera dans le canton de Duparquet, district d'Abitibi, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinq septembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7597 P. FRENETTE.

dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Quebec Ore Zone Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.), divided into three million (3,000,000) shares of the per value of one dollar (\$1.) each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at the Township of Duparquet, in the District of Abitibi, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1944.

P. FRENETTE,
7597-o Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Eastern Industries Limited" "Les Industries de l'Est Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du septième jour d'octobre 1944, changeant le nom de la compagnie "Machinerie Blanchette, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1942, sous le nom de "Machinerie Blanchette, Limitée", en celui de: "Eastern Industries Limited"—"Les Industries de l'Est Limitée".

✓ Daté du bureau du procureur général, ce septième jour d'octobre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7568-o L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

"Eastern Industries Limited" "Les Industries de l'Est Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1944, changing the name of the company "Machinerie Blanchette, Limitée", incorporated by letters patent bearing date the twenty-fifth day of March, 1942, under the name of "Machinerie Blanchette, Limitée", to that of "Eastern Industries Limited"—"Les Industries de l'Est Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1944.

L. DÉSILETS,
7568 Deputy Attorney General.

"H. C. Grégoire Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sixième jour d'octobre 1944, à la compagnie "H. C. Grégoire Limitée", ratifiant son Règlement N° 42 réduisant le capital de la compagnie de \$99,900.00 à \$54,900.00 par la cancellation de 450 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour d'octobre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7569-o L. DÉSILETS.

"H. C. Grégoire Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1944, to the company "H. C. Grégoire Limitée", ratifying its By-law No. 42 reducing the capital stock of the company from \$99,900. to \$54,900. by the cancellation of 450 common shares of a par value of \$100. each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1944.

L. DÉSILETS,
7569 Deputy Attorney General.

"United Auto Parts (Demontigny) Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du troisième jour d'octobre 1944, changeant le nom de la compagnie "East End Auto Parts Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du seizième jour de

✓✓ "United Auto Parts (Demontigny) Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1944, changing the name of the company "East End Auto Parts Limited", incorporated by letters patent bearing date the sixteenth of March, 1936, under the

mars 1936, sous le nom de "East End Auto Parts Limited", en celui de: "United Auto Parts (Demontigny) Ltd.".

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour d'octobre 1944.

L'Assistant-procureur général,
7570-o L. DÉSILETS.

name of "East End Auto Parts Limited" to that of "United Auto Parts (Demontigny) Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1944.

L. DÉSILETS,
7570 Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec

CITÉ DE LÉVIS

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, Lionel Lemieux, Greffier de la Cité de Lévis, que les immeubles ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, au bureau du conseil, à l'Hôtel de Ville, en la dite Cité de Lévis, MARDI, le QUATORZIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil neuf cent quarante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales avec intérêts, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts, frais et dépens ne soient payés avant la vente.

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec

CITY OF LÉVIS

Public notice is hereby given, by the undersigned, Lionel Lemieux, Clerk of the City of Lévis, that the immovables hereinafter designated will be sold by public auction, in the office of the Council, at the City Hall, in the said City of Lévis, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and forty-four, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of municipal taxes with interest, as well as costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest, costs and expenses be paid before the sale.

Propriétaires

Owners

Nos du cadastre

Cadastral Numbers

Taxes
municipales
et intérêts

Municipal
taxes and
interests

Cadastre du Quartier Lauzon.—Cadastre for Lauzon Ward.

- | | |
|---|---------|
| 1.—PROULX, HENRI, avocat, de-advocate, of L'Original.—Le lot numéro quatre-vingt-dix (90) du cadastre officiel pour le quartier Lauzon, de la ville, maintenant Cité de Lévis.—Lot number ninety (90) of the official cadastre for Lauzon Ward, of the town, now the City of Lévis. | \$ 7.36 |
| 2.—PROULX, HENRI, avocat, de-advocate, of L'Original.—Le lot numéro cent vingt-neuf (129) du cadastre officiel pour le quartier Lauzon, de la ville, maintenant Cité de Lévis.—Lot number one hundred and twenty-nine (129) of the official cadastre for Lauzon Ward, of the town, now the City of Lévis. | \$ 9.83 |
| 3.—PROULX, HENRI, avocat, de-advocate, of L'Original.—Le lot numéro six cent quatre-vingt-onze (691-1) du cadastre officiel pour le quartier Lauzon, de la ville, maintenant Cité de Lévis.—Lot number six hundred and ninety-one (691-1) of the official cadastre for Lauzon Ward, of the town, now the City of Lévis. | \$12.31 |
| 4.—PROULX, HENRI, avocat, de-advocate, of L'Original.—Le lot numéro six cent quatre-vingt-onze (691-2) du cadastre officiel pour le quartier Lauzon, de la ville, maintenant Cité de Lévis.—Lot number six hundred and ninety-one (691-2) of the official cadastre for Lauzon Ward, of the town, now the City of Lévis. | \$ 9.82 |
| 5.—PROULX, HENRI, avocat, de-advocate, of L'Original.—Le lot numéro cent trente-quatre (134) du cadastre officiel pour le quartier Lauzon, de la ville, maintenant Cité de Lévis.—Lot number one hundred and thirty-four (134) of the official cadastre for Lauzon Ward, of the town, now the City of Lévis. | \$12.30 |

Le tout tel qu'il appert d'après les actes enregistrés au bureau de la division d'Enregistrement du Comté de Lévis, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, attachées aux dits immeubles.

Donné en la Cité de Lévis, ce dix-septième jour d'octobre mil neuf cent quarante-quatre.

Le Greffier de la Cité de Lévis,
7507-42-2-o LIONEL LEMIEUX.

Province de Québec

CORPORATION DE LA VILLE DE BLACK LAKE

Avis public est par le présent donné, par le soussigné, J.-O. Laplante, secrétaire-trésorier de la Corporation de la ville de Black Lake, que sous l'autorité de la Loi des cités et villes, S.R.Q., 1941, les immeubles ci-après désignés, seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du conseil, à l'Hôtel-de-Ville de Black Lake, le VINGT-TROISIÈME jour de NOVEMBRE mil neuf cent quarante-quatre, à

The whole as appearing in deeds registered in the office of the Registration Division of the County of Lévis, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

Given in the City of Lévis, this seventeenth day of October, one thousand nine hundred and forty-four.

LIONEL LEMIEUX,
7507-42-2 Clerk of the City of Lévis.

Province of Quebec

CORPORATION OF THE TOWN OF BLACK LAKE

Public notice is hereby given, by the undersigned J. O. Laplante, secretary-treasurer of the Corporation of the Town of Black Lake, that under authority of the cities and towns Act, R.S.Q., 1941, the immovables hereinafter described will be sold by public auction in the Council Room of the Town Hall of Black Lake on the TWENTY-THIRD day of NOVEMBER, nineteen hundred and forty-four, at TEN

DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes municipales et scolaires dues à la Corporation de la ville de Black Lake et aux Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la ville de Black Lake.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales et scolaires consolidées, de même que toutes les taxes municipales non consolidées imposées et devenues exigibles avant le 1er décembre 1944, les taxes d'eau imposées et devenues exigibles le ou avant le 1er août 1944, et toutes les taxes scolaires imposées et devenues exigibles le ou avant le 1er juillet 1944 auront été payées avant le moment de la vente.

N° d'ordre	Noms	Subdivisions
1	Bellavance, Vve Hubert.....	1
La subdivision n° d'ordre 1, est du cadastre n° 322 du Canton d'Irlande.		
2	Caron, F.-X.....	88
3	Chrétien, Raoul.....	12
4	Chrétien, Raoul.....	13
5	Rouleau, Succ. Pierre.....	29
6	Chrétien, Raoul.....	46

Les subdivisions des nos d'ordre de 2 à 6 inclusivement sont toutes du cadastre n° 324 du Canton d'Irlande.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Black Lake, le dix-huitième jour d'octobre 1944.

Le secrétaire-trésorier,
J.-O. LAPLANTE.

7532-42-2-o

Province de Québec

LA VILLE DE BAIE D'URFÉE

Vente de propriétés pour taxes

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de la Ville de Baie D'Urfée, LUNDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE, 1944, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, avec intérêt, plus les frais subseqüemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

o'clock in the forenoon, for payment of arrears of municipal and school taxes due to the Corporation of the town of Black Lake and to the School Commissioners of the municipality of the town of Black Lake.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables upon which all the instalments due for consolidated municipal and school taxes, and also the non-consolidated municipal taxes, levied and being exigible on or before the 1st of December, 1944, the water taxes, levied and being exigible on or before the 1st of August, 1944, and all the school taxes levied and being exigible on or before the 1st of July, 1944, shall have been paid before the time of the sale.

Numerical Order	Names	Subdivisions
1	Bellavance, Wid. Hubert.....	1
The subdivision Numerical Order No. 1 is of the cadastre No. 322 for the township of Ireland.		
2	Caron, F. X.....	88
3	Chrétien, Raoul.....	12
4	Chrétien, Raoul.....	13
5	Rouleau, Est. Pierre.....	29
6	Chrétien, Raoul.....	46

The subdivisions Numerical Order Nos. 2 to 6 inclusively are all of the cadastre No. 324 of the township of Ireland.

The adjudication price of each of these immovables shall be payable immediately.

Given at Black Lake, the eighteenth day of October, 1944.

J. O. LAPLANTE,
Secretary Treasurer.

7532-42-2

Province of Quebec

TOWN OF BAIE D'URFÉE

Sale of properties for taxes

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of the Town of Baie D'Urfée, on MONDAY, the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER, 1944, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Nom—Name	Cadastre	Subdivisions
William Salbine & Sons Ltd.....	Pt. 319.....	5/4.
Bryson, J. T.....	319.....	213.
Dubuc, A.....	319.....	241.
Freeman, R. M. S.....	319.....	364.
Touchette, E.....	319.....	449.
Hauptman, Mrs. Frank.....	305.....	16 & 284.
Wild, Succession-Estate Hugo.....	305.....	135.
Lalonde, A.....	305.....	240 & 241.
Robinson, J.....	305.....	173.
Barlow, J. R.....	305.....	309.
O'Brien, J. P.....	305.....	310.
Kahansky, S.....	305.....	265, 266, 267, 268 & 269.
McKeown, T. J.....	305.....	259, 260, 261, 262, 133, 136, 137, 138, 139, 140.
Dowker, G. N.....	Pt. 301 (a).	

(a) Étant cette partie dudit lot officiel situé entre la rivière Ottawa et le chemin public, contenant environ 95'11" en largeur, sur toute la largeur dudit lot par toute la profondeur de ce lot, entre la rivière Ottawa et ledit chemin public, avec les bâtisses dessus construites.

(a) Being all that portion of the said official lot situated between the Ottawa River and the public highway containing about 95'11" in width, on all the width of said lot, by all the depth between the Ottawa River and said public highway, with the buildings thereon erected.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Isle et situés dans la Ville de Baie D'Urfée.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sainte Anne du Bout de l'Isle and situated in the Town of Baie D'Urfée.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

Donné en la Ville de Baie D'Urfée, ce dix-huitième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-quatre (1944).

(Sceau)

7572-43-2-o

Le secrétaire-trésorier,
J. W. LONG.

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

LA VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

Avis public est par le présent donné par Émile Robillard, secrétaire-trésorier de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique dans la salle du conseil (Hôtel de Ville) de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, LUNDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1944 à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subseqüemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

1.—Comme appartenant à propriétaire inconnu:

Un emplacement situé en la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, étant la subdivision numéro cinq du lot numéro cent quatre-vingt-quatorze (194-5) au plan et sur le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne, dans le comté de Jacques-Cartier.

Taxes municipales.....\$13.32
Taxes scolaires.....11.61

Total.....\$24.93

2.—Comme appartenant à propriétaire inconnu:

Un emplacement situé en la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, étant la subdivision numéro six du lot numéro cent quatre-vingt-quatorze (194-6) au plan et sur le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne, dans le comté de Jacques-Cartier.

Taxes municipales.....\$18.53
Taxes scolaires.....15.09

Total.....\$33.62

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

Donné à Sainte-Anne-de-Bellevue, ce vingt-troisième jour d'octobre 1944.

Le secrétaire-trésorier,
ÉMILE ROBILLARD.

7587-43-2-o

Province de Québec — Comté de Beauharnois

CITÉ DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Charles Codebecq, greffier de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique, en la salle des délibérations du Conseil, en l'hôtel de ville de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, LUNDI, le VINGTIÈME jour du mois de NOVEMBRE, mil neuf cent quarante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et redevances municipales,

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Baie D'Urfée, this eighteenth day of October, one thousand nine hundred and forty-four (1944).

(Seal)

7572-43-2-o

J. W. LONG,
Secretary-Treasurer.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

THE TOWN OF SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

Public notice is hereby given by Émile Robillard, secretary-treasurer of the Town of Sainte-Anne-de-Bellevue that the immoveables hereinafter described will be sold by public auction in the Council Hall (Town Hall) of the Town of Sainte-Anne-de-Bellevue, on MONDAY, the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER 1944, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the Municipal and School taxes with interest, plus the costs which shall subseqüently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale:

1.—As belonging to unknown proprietor:

An emplacement situate in the Town of Sainte-Anne-de-Bellevue being subdivision number five of lot number one hundred and ninety-four (194-5) on the official plan and book of reference of the Parish of Sainte-Anne in the County of Jacques-Cartier.

Municipal taxes.....\$13.32
School taxes.....11.61

Total.....\$24.93

2.—As belonging to unknown proprietor:

An emplacement situate in the Town of Sainte-Anne-de-Bellevue being subdivision number six of lot number one hundred and ninety-four (194-6) on the official plan and book of reference of the Parish of Sainte-Anne in the County of Jacques-Cartier.

Municipal taxes.....\$18.53
School taxes.....15.09

Total.....\$33.62

The said sale shall moreover be made with all servitudes, both active and passive, apparent or hidden, affecting such immoveables.

Given at Sainte-Anne-de-Bellevue, this twenty-third day of October 1944.

ÉMILE ROBILLARD,
Secretary-treasurer.

7587-43-2-o

Province of Quebec — County of Beauharnois

CITY OF SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

Public notice is hereby given by the undersigned, Charles Codebecq, clerk of the city of Salaberry-de-Valleyfield, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the meeting room of the city council, in the city-hall of the city of Salaberry-de-Valleyfield, MONDAY, NOVEMBER the TWENTIETH, one thousand nine hundred and forty-four, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal taxes and dues.

taxes scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi qu'au paiement des frais, à moins que ces taxes et redevances, intérêts et frais, ne soient payés avant la vente:

school taxes and interest mentioned in the hereunder statement, and also to the payment of the costs, unless said taxes and dues, interests and costs be paid before the sale:

Nom selon le rôle d'évaluation Name according to valuation roll.	Nos du cadastre — Cadastral Nos.	Taxes scolaires — School taxes	Taxes et redevances municipales — Municipal taxes & dues	Total
Lacroix, Succ.-Est. de-of Dame-Mrs. Pierre: Raphaël, Georges, Lucien, Magella, Laurenza, Arcade, Lucille, Omer, Pierre, Aurèle, Roseanne et-and Annie Lacroix.	1/2 indivise du N°- the undivided half of No. 334*	\$ 36.92	\$ 77.07	\$113.99
Lefebvre, Armand, fils d'-son of Albert.....	86-24, p.26).....	20.05	35.00	55.05

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-quatre de la subdivision officielle du lot N° 86 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Sainte-Cécile, et une partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-six de ladite subdivision officielle du lot N° 86, bornée vers le sud par le numéro 86-24, vers le nord par le numéro 83 des mêmes plan et livre de renvoi officiels, vers l'est et vers l'ouest par le résidu dudit lot N° 86-26, la ligne ouest de ladite partie étant en ligne droite avec la ligne de division entre les lots Nos 86-23 et 86-24, et la ligne est de ladite partie étant en ligne droite avec la ligne de division entre les lots Nos 86-24 et 86-25 desdits plan et livre de renvoi officiels.

A lot of land known and designated under number twenty-four of the official subdivision of lot No. 86 of the official plan and reference book of parish Ste-Cécile, and part of a lot of land known and designated under number twenty-six of the said official subdivision of lot No. 86, bounded on the south by No. 86-24, on the north by lot No. 83 of the said official plan and reference book, on the east and on the west by the balance of said lot No. 86-26, the western line of the said part being in straight line with the line of division between lots Nos. 86-24 and 86-23, and the eastern line of the said part being in straight line with the line of division between lots Nos. 86-24 and 86-25 of the said official plan and reference book.

*Des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry-de-Valleyfield.

Tous les lots plus haut mentionnés comprennent les bâtisses dessus construites.

Daté à Salaberry-de-Valleyfield, ce 24ième jour d'octobre 1944.

CHARLES CODEBECQ,
7588-43-2-o Greffier de la Cité.

*Of the official plan and book of reference of the town of Salaberry-de-Valleyfield.

All the lots hereinabove mentioned with buildings thereon erected.

Dated at Salaberry-de-Valleyfield, this 24th day of October 1944.

CHARLES CODEBECQ,
7588-43-2-o City-Clerk.

Arrêtés en Conseil

Orders-in-Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 3944

Number 3944

Québec, le 19 octobre 1944.

Quebec, October 19, 1944.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant des modifications au décret relatif aux métiers du bâtiment dans la région des Cantons de l'Est.

Concerning modifications to the decree relating to the building trades in the Eastern Townships district.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité conjoint de l'Industrie de la Construction du District des Cantons de l'Est a présenté au ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 2402, du 16 septembre 1942, et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans la région des Cantons de l'Est;

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District has presented to the Minister of Labour a request to modify decree number 2402, of September 16, 1942, and amendments, relating to the building trades in the Eastern Townships district;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, livraison du 12 août 1944;

Whereas the said request has been published in the Quebec Official Gazette on the 12th of August, 1944;

Attendu que des objections ont été formulées contre son approbation et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Whereas objections have been presented against its approval and have been submitted to the contracting parties for consideration;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

Que ledit décret numéro 2402 soit modifié de la façon suivante:

That the said decree number 2402 be modified in the following manner:

L'article XII est remplacé par le suivant:

Section XII is replaced by the following:

"Ouvriers préposés à l'entretien"

XII.a.—Les mots "Ouvriers préposés à l'entretien" désignent tout salarié qualifié (de métier) ou non qualifié de l'industrie de la construction qui est engagé pour une période d'au moins six (6) mois pour l'entretien d'édifices ou d'immeubles.

Il faut entendre par entretien les réparations mineures, assimilées aux réparations locatives prévues par le Code civil de la province de Québec, à tout ou partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble de constructions utilisées comme établissement manufacturier ou industriel, pour maintenir l'édifice ou l'immeuble en bon état de conservation.

b.—Toutefois, n'est pas considéré comme ouvrage d'entretien:

i) La nouvelle construction, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble de constructions utilisées comme établissement manufacturier ou industriel.

ii) Les grosses réparations comme celles des gros murs, des poutres, des fondations, murs de soutènement ainsi que tous les travaux à un édifice ou à un immeuble dus à la vétusté et qui ne sont pas des réparations mineures, telles que ci-haut décrites.

iii) Tous les travaux exécutés par les peintres et tapissiers, tels que définis au paragraphe "k" de l'article I du présent décret.

c.—Lorsque, dans un établissement commercial ou industriel ou dans les hôpitaux publics ou privés, il existe un décret ou une convention collective spécifiant des taux minima de salaire et des conditions de travail spéciales pour les ouvriers préposés à l'entretien, ces dits ouvriers sont régis par ce décret ou cette convention collective."

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

7582-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

N° 3943

Québec, le 19 octobre 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi et du Lac St-Jean, les villes de Roberval, Dolbeau et le village de Mistassini.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2684, du 9 octobre 1941, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi et du Lac St-Jean, les villes de Roberval, Dolbeau et le village de Mistassini ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter des modifications audit décret;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 29 avril 1944;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que les dispositions de ladite requête relatives à la durée du travail et aux autres conditions de travail, ont été approuvées par le

"Maintenance men"

XII.a.—The words "Maintenance men" mean any skilled tradesman or common worker of the construction industry employed for a minimum period of six (6) months for the maintenance of buildings or immovables.

The word "maintenance" means minor repairs, such as tenants' repairs stipulated in the Civil Code of the Province of Quebec, made to any building or construction, or part thereof, or group of buildings, used as a manufacturing or industrial establishment, for the upkeep or maintenance of such building or construction.

b.—However, the following shall not be considered as maintenance work:

i) New construction, reconstruction or reinstallation of part of a building or construction or group of buildings used as manufacturing or industrial establishment.

ii) Important repairs as those made to big walls, joists, foundations, sustaining walls and all operations performed on a building or construction because of decay and which are not minor repairs, as above described.

iii) All painters' and paper-hangers' operations, as mentioned in sub-section "k" of section I of the present decree.

c.—In the case of a decree or collective agreement stipulating minimum rates of wages and special working conditions for the maintenance employees of commercial or industrial establishments or of public or private hospitals, the said employees shall be governed by the said decree or collective agreement."

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

7582-o

ORDER IN COUNCIL

CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3943

Quebec, October 19, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Concerning modifications to the decree relating to the barber and male and female hairdresser trades in the counties of Chicoutimi and Lake Saint John, the towns of Roberval and Dolbeau, and the village of Mistassini.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree number 2684, of the 9th of October 1941, relating to the barber and male and female hairdresser trades in the counties of Chicoutimi and Lake Saint John, the towns of Roberval and Dolbeau, and the village of Mistassini, have presented to the Minister of Labour a request to modify the said decree;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on April 29, 1944;

Whereas no objection against its approval has been set forth;

Whereas the provisions of the said request relating to the duration of labour and to other conditions of labour have been approved by

Conseil régional du Travail, en date du 16 août 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

Que ledit décret numéro 2684 soit modifié de la façon suivante:

1.—L'article II est remplacé par le suivant:

"II.—*Jurisdiction territoriale*:—La jurisdiction territoriale du présent décret comprend les comtés de Chicoutimi, du Lac St-Jean et de Roberval."

2.—L'article IV est remplacé par le suivant:

"IV.—*Durée du travail*:—a.—Pour les barbiers et les coiffeurs—employeurs, employés, artisans, compagnons et apprentis, la durée des heures de travail est répartie comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Le samedi et la veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 11.00 p.m.

Une heure supplémentaire est allouée pour terminer le travail commencé avant l'expiration de la durée des heures de travail.

b.—Dans les salons de coiffure, les heures de travail sont réparties comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le vendredi et la veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Une heure supplémentaire est allouée pour terminer le travail commencé avant l'expiration de la durée des heures de travail.

Cependant, durant les mois de juin, juillet, août et septembre, les heures de travail sont réparties comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le vendredi et la veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à midi.

Une heure supplémentaire est allouée pour terminer le travail commencé avant l'expiration de la durée des heures de travail.

c.—Chaque jour de travail, les salariés doivent avoir une (1) heure pour dîner et le vendredi et le samedi ils ont en outre une (1) heure pour le souper.

d.—Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël, la St-Jean-Baptiste, le 1er juillet (Confédération) et la fête du Travail.

e.—L'heure dont fait mention le présent décret est l'heure légale dans les municipalités intéressées.

f.—Tout employeur doit accorder à son ou ses salariés six (6) jours de vacances payées, ces jours de vacances étant répartis au cours de l'année, à la discrétion de l'employeur, à condition, toutefois, que le salarié ait travaillé durant une année entière à l'emploi du même employeur dans son salon.

Clause conditionnelle:—Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les salons de barbier, de coiffure et de beauté ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes."

3.—Les barbiers, coiffeurs et coiffeuses du Comté de Roberval, dont les noms suivent, sont acceptés comme parties co-contractantes:

the Regional War Labour Board, on the 16th of August 1944;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the said decree number 2684 be modified in the following manner:

1.—Section II is replaced by the following:

"II.—*Territorial jurisdiction*:—The territorial jurisdiction of the present decree comprises the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval."

2.—Section IV is replaced by the following:

"IV.—*Duration of labour*:—a.—For barbers and hairdressers—employers, employees, artisans, journeymen and apprentices, the duration of working hours shall be divided as follows:

On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

On Friday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;

On Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 11.00 p.m.

One additional hour is allowed to finish work begun before the end of the duration of working hours.

b.—In hairdressing parlors, the working hours are distributed as follows:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

On Friday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

One additional hour is allowed to finish work begun before the end of the duration of working hours.

However, during the months of June, July, August and September, the working hours are distributed as follows:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

On Friday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;

On Saturday: from 8.00 a.m. until midday.

One additional hour is allowed to finish work begun before the end of the duration of working hours.

c.—During each working day, the employees shall have one (1) hour for dinner (noon meal) and on Friday and Saturday, one (1) hour for supper.

d.—There shall be no work on Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. John the Baptist's Day, the first of July (Dominion Day) and Labour Day.

e.—The time mentioned in the present decree shall be that in force in the municipalities concerned.

f.—Every employer shall give his employee or employees a vacation of six (6) days, with pay. These days shall be distributed during the year, at the option of the employer, provided, however, that the employee has worked an entire year for the same employer in the latter's parlor.

Proviso:—Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of the working hours in barbers shops and hairdressing or beauty parlors must not constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority and of the regulations established by competent municipalities."

3.—The following barbers and male and female hairdressers of the county of Roberval are accepted as co-contracting parties:

"Boivin, J.-B., Chambord, Grenier, Léopold, St-Prime, Laprise, F.-X., St-Prime, Lessard, Berthe, Albanel, Nadeau, Claire, Normandin, Potvin, Alphonsine, Albanel, Potvin, Jeannette, Chambord, Thivierge, Mme Joseph, St-Félicien, Tremblay, Mme David, St-Félicien, Tremblay, David, St-Félicien, Tremblay, Mme Fernande, St-Félicien, Tremblay, France, Chambord, Tremblay, Jean-Paul, St-Félicien, Tremblay, Mme Oswald, Chambord, Tremblay, Ruth, St-Félicien, Simard, Rosaire, Chambord."

A. MORISSET,
7581-0 Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3946

Québec, le 19 octobre 1944.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant la chasse à l'orignal, dans une certaine section des Cantons de l'Est.

Attendu que l'orignal demeure très rare dans les cantons de l'Est et que plusieurs associations ont demandé au Ministre de la chasse et des pêcheries de protéger spécialement cet animal pour en assurer la survivance;

Attendu que la période de prohibition de la chasse à l'orignal en cette section de la province, fixée par l'arrêté ministériel numéro 530, du 27 mars 1939, est maintenant expirée et qu'il est opportun d'en renouveler l'effet.

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

Qu'il soit défendu de tuer l'orignal en tout temps pendant une période de cinq (5) ans, jusqu'au 15 mars 1949, dans la section des Cantons de l'Est, tel que décrite dans le paragraphe 5 de l'article 3 de la même loi.

A. MORISSET,
7584-0 Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3945

Québec, le 19 octobre 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant la chasse au castor

Attendu que les conditions du castor sont encore telle, cette année, qu'il est possible d'en permettre la chasse pour une courte période, dans cette partie de la province située au nord du Saint-Laurent;

Vu l'article 65 du chapitre 153 des Statuts révisés de Québec, 1941;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

Qu'il soit légal de tuer le castor, dans cette partie de la province située au nord du fleuve Saint-Laurent, du 15 novembre au 20 décembre inclusivement (1944), mais aux conditions suivantes, et qu'ailleurs, dans la province, la chasse en soit défendue en tout temps de l'année:

1.—Seuls les trappeurs munis du permis régulier de trappeur sont autorisés à faire cette

"Boivin, J. B., Chambord, Grenier, Léopold, St-Prime, Laprise, F. X., St-Prime, Lessard, Berthe, Albanel, Nadeau, Claire, Normandin, Potvin, Alphonsine, Albanel, Potvin, Jeannette, Chambord, Thivierge, Mrs. Joseph, St-Félicien, Tremblay, Mrs. David, St-Félicien, Tremblay, David, St-Félicien, Tremblay, Mrs. Fernande, St-Félicien, Tremblay, France, Chambord, Tremblay, Jean-Paul, St-Félicien, Tremblay, Mrs. Oswald, Chambord, Tremblay, Ruth, St-Félicien, Simard, Rosaire, Chambord."

A. MORISSET,
7581-0 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3946

Quebec, October 19th, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the hunting of Moose in a certain section of the Eastern Township.

Whereas moose remain very rare in the Eastern Townships and that several associations have requested that the Minister of Game and Fisheries should afford special protection to this animal so as to ensure the survival thereof;

Whereas the period of prohibition for the hunting of Moose in this section of the Province, fixed by Order in Council number 530, of March 27th, 1939, has now expired and that it is expedient to renew the effect thereof.

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

That it be prohibited to kill moose at any time for a period of five (5) years, until the 15th of March, 1949, in the section of the Eastern Townships as described in paragraph 5 of section 3 of the same Act.

A. MORISSET,
7584 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3945

Quebec, October 19th, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the hunting of Beaver

Whereas the conditions with regard to Beaver are still such this year it is possible to permit the hunting of beaver for a short period, in that part of the Province situate North of the Saint-Laurence;

Seeing section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

It is consequently ordained, on the recommendation of the Honourable Minister of Game and Fisheries:

That it shall be legal to kill beaver in that part of the Province North of the St. Lawrence, from the 15th of November to the 20th of December inclusively (1944), but on the following conditions, and that elsewhere, in the Province, the hunting thereof be prohibited at all times of the year;

1.—Only trappers having a regular license to trap shall be authorized to hunt beaver and no

chasse et aucun trappeur ne pourra tuer plus de dix castors au cours de la saison;

2.—A moins d'avoir une excuse valable, et dont la preuve lui incombera, aucun trappeur ne pourra avoir de peaux de castors en sa possession après le premier février 1945;

3.—Tout commerçant de fourrure, muni de son permis régulier devra identifier les peaux de castors qu'il achètera par le numéro de la licence du trappeur;

Il est ordonné, cependant, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

Que, dans les réserves spécialement affectées au repeuplement du castor et sous le contrôle indirect du Gouvernement, il soit loisible au Ministre de la Chasse et des Pêcheries d'émettre des permis spéciaux pour prolonger cette saison de chasse lorsque des conditions particulières l'exigeront.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

7603-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3948

Québec, le 19 octobre 1944.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant le droit régalien sur chaque peau d'animaux à fourrure pris ou tués dans la province de Québec.

Attendu que la valeur réelle de la fourrure est variable et qu'il y a lieu de tenir compte des conditions actuelles du marché;

Attendu qu'il est aussi important d'en arriver à une plus grande conformité avec le droit régalien des autres provinces du pays, dans la mesure du possible et suivant les circonstances;

Vu le paragraphe 8 de l'article 31 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

Que le droit régalien soit, à compter du 1er novembre 1944, fixé comme ci-après sur chaque peau d'animaux à fourrure pris ou tués dans les limites de la province, excepté sur les peaux de renards argentés et de renards noirs ou de visons élevés dans des fermes d'animaux à fourrure dans les limites de la province et exploitées en vertu d'un permis émis pourvu que les intéressés produisent des preuves satisfaisantes à cet effet:

Sur chaque peau de loutre.....	\$ 1.00
Sur chaque peau de castor.....	2.00
Sur chaque peau d'ours.....	.25
Sur chaque peau d'ours blanc.....	1.00
Sur chaque peau de loup-cervier.....	1.50
Sur chaque peau de chat-cervier.....	.50
Sur chaque peau de martre.....	1.50
Sur chaque peau de pékan.....	2.00
Sur chaque peau de carcajou.....	.40
Sur chaque peau de loup.....	.50
Sur chaque peau de mouffette.....	.10
Sur chaque peau de vison.....	.50
Sur chaque peau de renard noir.....	1.00
Sur chaque peau de renard bleu.....	2.00
Sur chaque peau de renard croisé.....	1.00
Sur chaque peau de renard argenté.....	1.00
Sur chaque peau de renard blanc.....	1.50
Sur chaque peau de renard rouge.....	.50
Sur chaque peau de renard bâtard.....	.50

trapper is allowed to kill more than ten beavers in the course of the season;

2.—Without a valid excuse, proof of which must be given by the individual, no trapper may have, in his possession, beaver pelts, after the first of February 1945;

3.—Every fur dealer, having his regular license, must identify the beaver pelts which he may buy, by the trapper's license number.

It is ordained, however, upon recommendation of the Honourable Minister of Game and Fisheries:

That, in the reserves specially set apart for the restocking of beaver and under the indirect control of the Government, the Minister of Game and Fisheries may issue special licenses to prolong this hunting season when particular conditions demand the same.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 3948

Quebec, October 19th, 1944.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the royalty on each skin of fur-bearing animals taken or killed within the limits of the Province of Quebec.

Whereas the real value of fur is variable and that it is expedient to take into account the actual market conditions;

Whereas it is also important in order to conform to a greater extent with the royalties of other provinces of the Dominion, as far as is possible and according to circumstances;

In view of paragraph 8 of section 31 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

It is therefore ordered, upon recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

That the royalty be, as from the 1st of November, 1944, fixed as follows, on each skin of fur-bearing animals taken or killed within the limits of the Province, except on the skins of silver fox and black fox or of mink raised in farms of fur-bearing animals within the limits of the Province and operated in virtue of an issued license provided the interested parties produce satisfactory proofs to that effect:

On each otter skin.....	\$ 1.00
On each beaver skin.....	2.00
On each bear skin.....	.25
On each polar bear skin.....	1.00
On each lynx skin.....	1.50
On each bob-cat skin.....	.50
On each marten skin.....	1.50
On each fisher skin.....	2.00
On each wolverine skin.....	.40
On each wolf skin.....	.50
On each skunk skin.....	.10
On each mink skin.....	.50
On each black fox skin.....	1.00
On each blue fox skin.....	2.00
On each cross fox skin.....	1.00
On each silver fox skin.....	1.00
On each white fox skin.....	1.50
On each red fox skin.....	.50
On each bastard fox skin.....	.50

Sur chaque peau de chat-sauvage.....	25
Sur chaque peau de rat-musqué.....	10
Sur chaque peau de belette.....	05
Sur chaque peau de loup-marin.....	10
Sur chaque peau d'original.....	10
Sur chaque peau de chevreuil.....	10
Sur chaque peau d'écureuil.....	01

Il est ordonné, de plus, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

Que l'arrêté-en-Conseil numéro 601, en date du 10 mars 1943, soit abrogé.

A. MORISSET,
7586-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3947

Québec, le 19 octobre 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant la création d'une réserve de chasse sous le nom de "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe".

Attendu que dans les bois, à proximité de St-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, le gibier, particulièrement le chevreuil, la perdrix et le lièvre, qui abondait autrefois, est à peu près complètement disparu;

Attendu que la création d'une réserve de chasse, ou sanctuaire, paraît être le moyen le plus efficace et le plus opportun en vue d'assurer une meilleure protection de la faune et, en même temps, de meilleures conditions de chasse aux habitants de cette région;

Attendu que telle mesure est demandée par un grand nombre de personnes, tant chasseurs que fermiers des environs;

Vu le paragraphe 6 de l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941:

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

1.—Que tout le territoire dans les comtés de St-Hyacinthe et partie nord de Rouville, borné au sud par le chemin de fer Canadien National, du Village de St-Hilaire jusqu'à la Rivière des Hurons, près du village de Ste-Madeleine; de là, du côté est par la rivière des Hurons jusqu'à la ligne de division du Grand Rang Nord et du rang des Grands Étangs, de là dans une direction Nord-Ouest jusqu'à la rivière Salvail; de là, par la rivière Salvail jusqu'au chemin de Michaudville, près de St-Judes; de là, du côté Nord, par le dit chemin Michaudville jusqu'au chemin du cinquième rang de St-Bernard; de là, du côté Ouest, par le chemin du cinquième rang de St-Bernard et le chemin du quatrième rang de Saint-Denis, jusqu'à la route Nationale numéro douze; de là, du côté Nord-Ouest, par la route Nationale numéro douze jusqu'au chemin du rang Amyot; de là, du côté Sud-Ouest, par le chemin du Rang Amyot jusqu'à l'embouchure de la Rivière Amyot, près du village de St-Charles; et enfin de là, par la Rivière Richelieu jusqu'au point de départ au village St-Hilaire, forme le sanctuaire de Chasse de Saint-Hyacinthe;

2.—Qu'il soit spécialement défendu d'y chasser, tuer ou prendre tout gibier, animal ou oiseau quelconque, pendant toute la période d'hui au 31

On each racoon skin.....	25
On each muskrat skin.....	10
On each weasel skin.....	05
On each St. Lawrence seal skin.....	10
On each moose skin.....	10
On each deer skin.....	10
On each squirrel skin.....	01

It is moreover ordered, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

That Order in Council number 601, bearing date the 10th of March, 1943, be repealed.

A. MORISSET,
7586 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 3947

Quebec, October 19th, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Respecting the creation of a hunting Reserve, under the name of "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe".

Whereas, in the woods, in the vicinity of Saint-Hyacinthe, County of Saint-Hyacinthe, game—especially deer, partridge and hare—heretofore very plentiful, has now almost entirely disappeared;

Whereas, the creation of a hunting reserve or sanctuary seems to be the most efficient and expedient means to adopt in order to insure better protection to the fauna, and at the same time, better hunting conditions for the inhabitants of this region;

Whereas, such a measure is requested by a great number of people, both hunters and farmers of this neighborhood;

Seeing paragraph 6 of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

It is ordained, therefore, upon recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

1.—All the territory of the counties of St. Hyacinthe and the North part of Rouville, bounded on the South by the Canadian National Railway, from the Village of St-Hilaire to the "des Hurons" river, near the village of Ste-Madeleine; thence, on the East side by the "des Hurons" river as far as the division line of the "Grand Rang Nord" and of the "Grands Étangs" range, thence Northwestward as far as the Salvail river; thence, by the Salvail river as far as the Michaudville road, near St-Judes; thence, on the North side, by the said Michaudville road as far as the fifth range road of St-Bernard; thence, on the West side, by the fifth range road of St-Bernard and the fourth range road of St-Denis, as far as the National Highway number twelve; thence, on the Northwest side, by the National Highway number twelve as far as the road of Amyot range; thence, on the Southwest side, by the Amyot Range road to the mouth of the Amyot river, near the village of St-Charles; and finally thence, by the Richelieu river to the point of commencement, at the village of St-Hilaire, shall form the hunting reserve of Saint-Hyacinthe (Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe);

2.—That it be specially prohibited to hunt, kill or take any game, animal or bird whatsoever, during the period from now to the 31st December

décembre 1948, à l'exception du rat-musqué, du vison et du renard qu'il sera permis de capturer au piège seulement;

3.—Que le port d'armes y soit également prohibé;

4.—Que toute contravention aux présents règlements soit punissable sommairement suivant les dispositions de l'article 76 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941, soit: d'une amende, en sus des frais, de pas moins de \$5.00 et de pas plus de \$50.00, et à défaut de paiement immédiat d'un emprisonnement de 15 jours au moins et de 3 mois au plus;

5.—Que l'arrêté en conseil adopté le 12 mai dernier sous le numéro 1618, concernant le même sanctuaire, soit rescindé à toutes fins que de droit et remplacé par le présent.

A. MORISSET,
7585-o Greffier du Conseil Exécutif.

1948, excepting muskrat, mink and fox, the capture of which will be allowed with traps only;

3.—That the carrying of arms there be also prohibited;

4.—That any infringement of the present regulations be punishable summarily, pursuant to the provisions of section 76 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, namely: by a fine, in addition to the costs, of not less than \$5.00 and not more than \$50.00, and failing immediate payment, to an imprisonment of 15 days at least, and of 3 months at most;

5.—That the Order in Council adopted on the 12th of May last, under number 1618, concerning the same reserve, be repealed to all intents and purposes and replaced by the present.

A. MORISSET,
7585 Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 231117. Dame Lucienne Deslières, marchande publique, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Ernest Hubert, barbier, des mêmes lieux, demanderesse; vs ledit Ernest Hubert, barbier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 21^{ème} jour d'octobre, 1944.

Montréal, le 21 octobre 1944.

Les procureurs de la demanderesse,
7600-o PRÉVOST & ROBERT.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, N° 48249. Dame Marie-Anna Bérubé, ménagère, épouse commune en biens de Ferdinand Lavoie, domiciliée à 25½, rue Couillard, cité de Québec, demanderesse; vs Ferdinand Lavoie, ouvrier, domicilié à 25½, rue Couillard, cité de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 21^{ème} jour d'octobre, 1944.

Québec, le 24 octobre 1944.

Les avocats de la demanderesse,
7604-o LETARTE, FERLAND & LA ROCHELLE.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 231117. Dame Lucienne Deslières, public merchant, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Ernest Hubert, barber, of the same place, plaintiff; vs the said Ernest Hubert, barber, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 21st day of October, 1944.

Montreal, October 21st 1944.

PRÉVOST & ROBERT,
7600 Attorneys for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, No. 48249. Dame Marie-Anna Bérubé, housewife, wife common as to property of Ferdinand Lavoie, domiciled at 25½ Couillard street, city of Quebec, plaintiff; vs Ferdinand Lavoie, workman, domiciled at 25½ Couillard street, city of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 21st day of October, 1944.

Quebec, October 24th, 1944.

LETARTE, FERLAND & LA ROCHELLE,
7604 Attorneys for the plaintiff.

Avis divers

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE DE ROUYN
Comté de Témiscamingue

AVIS PUBLIC

Les obligations de la série "C" émises par la municipalité plus haut mentionnée en vertu de sa résolution du 6 avril 1932 et portant les numéros suivants ont été désignées par le sort et seront rachetables le 1^{er} décembre 1944.

Dénominations de \$100.00—Nos C-9, C-35.

Dénominations de \$500.00—Nos D-34, D-90.

Le secrétaire-trésorier,
7576-o GERVAIS MÉLANÇON.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWN OF ROUYN
County of Témiscamingue

PUBLIC NOTICE

Bonds of Series "C" issued by the above mentioned municipality in virtue of its resolution of April 6th, 1932, and bearing the following numbers have been drawn by lots and will be redeemable on the 1st of December, 1944.

Dénominations of \$100—Nos. C-9, C-35.

Dénominations of \$500—Nos. D-34, D-90.

GERVAIS MÉLANÇON,
Secretary Treasurer.

Avis public est par les présentes donné, que la municipalité de la Ville de Laval-sur-le-Lac, se propose de requérir le changement de la date de ses élections aux charges de Maire et Échevins, pour avoir lieu le troisième lundi de juillet au lieu du premier février, selon que requis par résolution de son Conseil, adoptée unanimement à sa séance régulière tenue le 14 août 1944, autorisant le Secrétaire-Trésorier à faire toute procédure nécessaire pour que la mise en nomination des candidats à telles charges, ait lieu le deuxième lundi de juillet, et la votation le troisième lundi de juillet, et si le deuxième lundi ou le troisième lundi de juillet, était jour férié, la nomination des candidats ou l'élection, selon le cas, ait lieu le premier jour juridique suivant.

Montréal, 10 octobre 1944.

Le secrétaire-trésorier,
7471-41-40 GEORGES BEAUREGARD.

LEBOFF BROTHERS INCORPORATED

Règlement N° 23
(Pour amender le règlement N° 3a)

"Qu'il soit décrété comme un règlement de cette compagnie:

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de quatre (4) directeurs, chacun desquels au moment de son élection et pendant la durée de son office sera un actionnaire de la compagnie au montant d'au moins une action et n'aura pas d'arrérages relativement à tout appel sur icelle."

Certifiée vraie copie du règlement N° 23, passé à une assemblée du bureau de direction, tenue le 28ième jour de septembre 1944 et approuvé par les actionnaires à une assemblée tenue le même jour.

(Sceau)

7573

Le secrétaire,
PHILIP LEBOFF.

MORNEAU LIMITÉE

Extrait des règlements de la compagnie concernant le nombre des directeurs:

"Il est résolu que le nombre des directeurs qui est de 3 soit porté à 4."

Ce règlement a été adopté par les directeurs et ratifié par les actionnaires à une assemblée spéciale à laquelle étaient présents tous les actionnaires de la compagnie.

(Sceau)

7574-0

Le secrétaire,
WILBROD BHERER.

"THE HODSON CORPORATION (QUEBEC)
LIMITED"

Extrait des règlements de la compagnie précitée concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs de trois à quatre:

"Article 2.—1. "Les affaires de la Compagnie seront administrées par un bureau de quatre Directeurs."

Vraie copie.

Signé à Trois-Rivières ce quatorzième jour d'août 1944.

7577-0

Le secrétaire,
ROLAND NOBERT.

VILLE DE VAL D'OR

Avis public est présentement donné, suivant les termes des règlements Nos 1 et 2 de la ville

Public notice is hereby given that the Municipality of the Town of Laval-sur-le-Lac intends to request a change in the date of its election to the charges of Mayor and Aldermen, in order they take place henceforth, on the third Monday of July instead of the first of February, as heretofore, according to a Resolution of the Town's Council unanimously adopted at its regular meeting held on the 14th of August last 1944, which authorized the Secretary-Treasurer to do all requisite procedure to the end that the nomination of candidates to such charges take place on the second Monday of July and the voting on the third Monday of July, and if the second Monday or the third Monday of July be holidays, then the nomination or the voting, as the case may be, to take place on the first juridical day following.

Montreal, 10th of October 1944.

GEORGES BEAUREGARD,
Secretary-Treasurer.

LEBOFF BROTHERS INCORPORATED

By-Law No. 23
(To amend By-law No. 3a)

"Be it enacted as a By-law of this company:

The affairs of the Company shall be managed by a Board of four (4) Directors, each of whom at the time of his election and throughout the terms of his office shall be a shareholder in the Company, to the amount of at least one share and not in arrears in respect of any call thereon."

Certified True Copy of By-law No. 23, passed at a meeting of the Board of Directors held on the 28th day of September 1944 and approved by the shareholders at a meeting held on the same day.

(Seal)

7573-0

PHILIP LEBOFF,
Secretary.

MORNEAU LIMITÉE

Excerpt from the by-laws of the company concerning the number of directors:

"It is resolved that the number of directors which is 3, be increased to 4."

This by-law was adopted by the directors and ratified by the shareholders at a special meeting at which all the shareholders of the company were present.

(Seal)

7574

WILBROD BHERER,
Secretary.

"THE HODSON CORPORATION (QUEBEC)
LIMITED"

Excerpt from the By-laws of the said company, respecting the increase in the number of its Directors, from three to four:

"Article 2.—1st.—The affairs of the Company will be managed by a Board of four Directors".

True copy

Signed at Trois-Rivières, this fourteenth day of August, 1944.

7577

ROLAND NOBERT,
Secretary.

TOWN OF VAL D'OR

Public notice is hereby given, pursuant to the terms of by-laws Nos. 1 and 2 of the Town of

de Val d'Or, que les obligations émises en vertu de ces règlements et non encore échues, seront rachetées, au pair, par cette corporation, le 1er janvier 1945, date à laquelle elle cesseront de porter intérêt.

(Sceau)
7595-o

Le secrétaire-trésorier,
H.-A. SOUCY.

Val d'Or, that the bonds issued under the said by-laws and not yet matured, will be redeemable, at par, by the said corporation, on the 1st of January, 1945, the date whereon they shall cease to bear interest.

(Seal)
7595

H. A. SOUCY,
Secretary Treasurer.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

VILLAGE SAINT-ALEXIS DE LA GRANDE-BAIE

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 68, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00:—C-2, 8, 10, 15, 16, 18, 24, 25, 28, 39, 48, 50, 54, 57, 61, 62, 67, 68, 82, 87, 94, 96, 99, 106, 112, 135, 150, 151, 152, 161, 162, 168, 179, 183, 184, 192 et 197.

Dénomination de \$500.00:—D-2, 5, 7, 29, 34, 43, 44, 54, 55, 63, 71, 78, 79, 94, 99, 109, 120, 133, 134, 138, 139, 140, 145, 157, 160, 168, 171, 179, 206, 223, 225, 232, 248, 252, 262, 263, 269, 288, 299, 311, 326, 341, 349, 360, 371, 384, 394, 396, 403 et 411.

Lesdites obligations sont remboursables le 1er décembre 1944, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le secrétaire-trésorier,
FRANÇOIS BERGERON.

7601-o

DRAWING OF BONDS

VILLAGE OF SAINT-ALEXIS DE LA GRANDE-BAIE

The following bonds, issued under By-law 68, have been drawn by lots:

Dénomination of \$100.00:—C-2, 8, 10, 15, 16, 18, 24, 25, 28, 39, 48, 50, 54, 57, 61, 62, 67, 68, 82, 87, 94, 96, 99, 106, 112, 135, 150, 151, 152, 161, 162, 168, 179, 183, 184, 192 and 197.

Dénomination of \$500.00:—D-2, 5, 7, 29, 34, 43, 44, 54, 55, 63, 71, 78, 79, 94, 99, 109, 120, 133, 134, 138, 139, 140, 145, 157, 160, 168, 171, 179, 206, 223, 225, 232, 248, 252, 262, 263, 269, 288, 299, 311, 326, 341, 349, 360, 371, 384, 394, 396, 403 and 411.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of December 1944, from which date they shall cease to bear interest.

FRANÇOIS BERGERON,
Secretary-Treasurer.

7601-o

Bureaux-Chef

Extrait des règlements de la compagnie Morneau Limitée

"Il est résolu à l'unanimité que le bureau-chef de la compagnie soit établi au n° 400 de la 3ème avenue à Limoilou, dans la cité de Québec."

Ce règlement a été adopté par les directeurs et ratifié à l'unanimité des actionnaires présents à une assemblée spéciale à laquelle assistaient tous les actionnaires de la compagnie.

(Sceau)

Le secrétaire,
WILBROD BHERER.

7575-o

Avis est donné, en vertu de l'article 30 de la loi des compagnies de Québec, que la Compagnie ci-après mentionnée, "The Hodson Corporation (Quebec) Limited", constituée en corporation en vertu de Lettres Patentes en date du 19 juillet 1944, et ayant son bureau principal dans la cité des Trois-Rivières, a établi son bureau au N° 1 de la rue du Platon, en la cité des Trois-Rivières.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré, par la Compagnie, comme étant son bureau principal.

Trois-Rivières, ce 14e jour de juillet 1944.

THE HODSON CORPORATION (QUEBEC) LIMITED,
[Sceau] Par le Secrétaire,
7578-o ROLAND NOBERT.

COURVILLE MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné par la compagnie Courville Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle) constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes accordées le 25ème jour de septembre 1944, et ayant son siège social dans le canton de

Chief-Offices

Excerpt from the by-laws of the company Morneau Limitée

"It is unanimously resolved that the head office of the company be established at No. 400 3rd avenue, Limoilou, in the City of Québec."

The said by-law was adopted by the directors and unanimously ratified by the shareholders present at a special meeting at which all the shareholders of the company were present.

(Seal)

WILBROD BHERER,
Secretary.

7575

Notice is given, under section 30 of the Quebec Companies' Act, that the company hereinafter mentioned, "The Hodson Corporation (Quebec) Limited", incorporated by letters patent bearing date the 19th July, 1944, and having its head office in the city of Trois-Rivières, has established its office at No. 1 de Platon street, in the city of Trois-Rivières.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Trois-Rivières, this 14th day of July, 1944.

THE HODSON CORPORATION (QUEBEC) LIMITED,
[Seal] Per ROLAND NOBERT,
7578 Secretary.

COURVILLE MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given by Courville Mines Limited (No Personal Liability) incorporated in the Province of Quebec by Letters Patent granted on the 25th day of September, 1944, and having its Head Office at the Township of Du-parquet, in the County of Abitibi, in the Province

Duparquet, comté d'Abitibi, province de Québec, a établi son bureau à Duparquet, dans ledit canton de Duparquet.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Toronto, Ontario, ce 27ième jour de septembre 1944.

COURVILLE MINES LIMITED,
(Libre de responsabilité personnelle)

Le président,
W. S. MORLOCK. 7593-o

7593

QUEBEC ORE ZONE LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Quebec Ore Zone Limited (Libre de responsabilité personnelle)", constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes accordées le 25 septembre 1944, et ayant son bureau chef dans le canton de Duparquet, comté d'Abitibi, Province de Québec, a établi son bureau chef à Duparquet, dans ledit canton de Duparquet.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Toronto, Ontario, le 20e jour d'octobre 1944.

QUEBEC ORE ZONE LIMITED,
(Libre de responsabilité personnelle)

Le président,
W. S. MORLOCK. 7594-o

7594

of Quebec, has established its office at Duparquet, in the said Township of Duparquet.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as the Head Office of the company.

Dated at Toronto, Ontario, this 27th day of September, 1944.

COURVILLE MINES LIMITED,
(No Personal Liability)

W. S. MORLOCK,
President.

QUEBEC ORE ZONE LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that Quebec Ore Zone Limited (No Personal Liability), incorporated in the Province of Quebec by Letters Patent granted on the 25th day of September, 1944, and having its head office at the Township of Duparquet, in the County of Abitibi, in the Province of Quebec, has established its head office at Duparquet, in the said Township of Duparquet.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as the head office of the company.

Dated at Toronto, Ontario, this 20th day of October, 1944.

QUEBEC ORE ZONE LIMITED,
(No Personal Liability)

W. S. MORLOCK,
President.

Chartes—Abandon de

TERMINAL HOUSING COMPANY, LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que Terminal Housing Company, Limited, constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 26 mai 1920, s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 23 octobre, 1944.

Les procureurs de Terminal Housing
Company, Limited,

MACDOUGALL, MACFARLANE,
SCOTT & HUGESSEN. 7579-o

7579-o

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des Compagnies de Québec, The Balmoral Hotel, Inc., ayant son principal bureau d'affaires en la ville de Ste-Agathe des Monts, district de Terrebonne, P.Q., demandera incessamment au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, la permission d'abandonner sa charte.

Ste-Agathe des Monts, 20 octobre 1944.

THE BALMORAL HOTEL, INC.,
Par le secrétaire,

J.-E. SAVARD. 7580-o

7580-o

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des Compagnies de Québec, City of Quebec Elementary Flying Training School, Ltd—(École Élémentaire d'Entraînement du Corps d'Aviation de la Cité de Québec, Ltée),

Charters—Surrender of

TERMINAL HOUSING COMPANY, LIMITED

Notice is hereby given that Terminal Housing Company, Limited, incorporated by Letters Patent dated May 26, 1920, will apply to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its charter.

Montreal, October 23, 1944.

MACDOUGALL, MACFARLANE,

SCOTT & HUGESSEN,
Attorneys for Terminal Housing,
Company, Limited.

7579-o

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, The Balmoral Hotel, Inc., having its business office at Ste-Agathe des Monts, district of Terrebonne, P.Q., will apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter.

Ste-Agathe des Monts, October 20th, 1944.

THE BALMORAL HOTEL, INC.,
Per J. E. SAVARD,

Secretary.

Notice is given that under part I of the Quebec Companies' Act, City of Quebec Elementary Flying Training School, Ltd—(École Élémentaire d'Entraînement du Corps d'Aviation de la Cité de Québec, Ltée) having its business office at

ayant son bureau d'affaires à Montréal, demandera incessamment au Lieutenant-Gouverneur en Conseil la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 17 octobre, 1944.

CITY OF QUEBEC ELEMENTARY FLYING TRAINING SCHOOL, LTD — (ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE D'ENTRAÎNEMENT DU CORPS D'AVIATION DE LA CITÉ DE QUÉBEC, LTÉE).

7602-o Par le secrétaire,
R.-N. TRUDEAU.

Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter.

Montreal, October 17th, 1944.

CITY OF QUEBEC ELEMENTARY FLYING TRAINING SCHOOL, LTD — ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE D'ENTRAÎNEMENT DU CORPS D'AVIATION DE LA CITÉ DE QUÉBEC, LTÉE).

7602-o Per R. N. TRUDEAU,
Secretary.

Commission du Service Civil de la Province de Québec

LA COMMISSION DU SERVICE CIVIL
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Prolongation des règlements temporaires de la Commission du service civil de la Province de Québec approuvée le 19 octobre 1944 par le Lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'arrêté en conseil portant le numéro 3835.

Les règlements temporaires de la Commission du service civil de la Province de Québec approuvés le 28 septembre, 1944, par le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté en conseil portant le numéro 3558, expirant le 31 octobre 1944, sont de nouveau prolongés jusqu'au 1er décembre, 1944.

Québec, ce 24 octobre, 1944.

Le Président,
AYMÉ LAFONTAINE.

Les Commissaires,
A.-B. ASTLE,
MARC BOYER.

7592-o

Civil Service Commission of the Province of Quebec

CIVIL SERVICE COMMISSION
OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Prolongation of the temporary regulations of the Civil Service Commission of the Province of Quebec, approved by the Lieutenant-Governor in Council the 19th of October, 1944, in virtue of the Order in Council bearing No. 3835.

The temporary regulations of the Civil Service Commission of the Province of Quebec, approved by the Lieutenant-Governor in Council, on the 28th of September, 1944, by Order in Council bearing No. 3558 and expiring October 31st, 1944, are again prolonged to the 1st of December, 1944.

Quebec, October 24th, 1944.

AYMÉ LAFONTAINE,
President.

A.-B. ASTLE,
MARC BOYER,
Commissioners.

7592

Département de l'Agriculture Industrie laitière

Department of Agriculture Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 22-44

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 18 octobre 1944, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Beauharnois;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Beauharnois.

2. La région de Beauharnois, comprend la ville de Beauharnois et la municipalité du village de Lac-Saint-Louis, dans le comté de Beauharnois.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour cha-

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 22-44

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 18th, 1944, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs Dr. Émile Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Beauharnois;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Beauharnois.

2. The region of Beauharnois includes the town of Beauharnois, and the village municipality of Saint Louis Lake, in the county of Beauharnois.

3. Any raw milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of

que cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.60 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.50 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Beauharnois, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Beauharnois, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Beauharnois, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 40 sous le gallon.

8. La présente ordonnance annule l'ordonnance 22-H-42, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 10 octobre 1942 et entrera en vigueur le 1er novembre 1944.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr. ÉMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
Président.

7599-o

milk which he receives from them, \$2.60 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.50 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Beauharnois, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Beauharnois, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five and half cents a pint and ten cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Beauharnois, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 40 cents a gallon.

8. The present order cancels Order 22-H-42, published in the *Quebec Official Gazette* of October 10th 1942 and comes into force on November 1st, 1944.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, Président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
Industry Commission.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

7599-o

Département des Terres & Forêts

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Rawdon
Division d'enregistrement de Montcalm

Avis est par la présente donné que les lots 18s-42, 18s-45, 18s-47, 18s-146, 18s-147, 18s-150, 18s-151, 18s-153, 18s-155 du rang V, les lots 18b-1 à 18b-7, 18b-9 à 18b-11, 19-8 à 19-24, 19-39, 19-40, 19-43 à 19-48, 19-50 à 19-54, 19-56, 19-57, 19-59, 19-61 à 19-65, 19-72, 20a-1, 20a-2, 20a-6, 20a-28, 20a-29, 20c-21 à 20c-23, et 20c-26 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 août 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

7571-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph
(maintenant Ville de Lauzon)
Division d'Enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 110-11 à 110-17, 110-23 à 110-33, 110-40 à 110-70, 110-72, 110-73, 110-76 à 110-79, 110-90 à 110-93, 110-96 à 110-114, 114-31, 114-32,

Department of Lands & Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Rawdon
Registration Division of Montcalm

Notice is hereby given that lots 18s-42, 18s-45, 18s-47, 18s-146, 18s-147, 18s-150, 18s-151, 18s-153, 18s-155 of Range V, lots 18b-1 to 18b-7, 18b-9 to 18b-11, 19-8 to 19-24, 19-39, 19-40, 19-43 to 19-48, 19-50 to 19-54, 19-56, 19-57, 19-59, 19-61 to 19-65, 19-72, 20a-1, 20a-2, 20a-6, 20a-28, 20a-29, 20c-21 to 20c-23 and 20c-26 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 21st 1944.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

7571-o

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St. Joseph
(now Town of Lauzon)
Registration Division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 110-11 to 110-17, 110-23 to 110-33, 110-40 to 110-70, 110-72, 110-73, 110-76 to 110-79, 110-90 to 110-93, 110-96 to 110-114, 114-31, 114-32, 114-34,

114-34, 114-35, 114-38 à 114-41 sont annulés 114-35, 114-38 to 114-41 are cancelled in virtue
conformément aux dispositions de l'article 2174A of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 4 octobre 1944.

Quebec, October the 4th, 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

7583-o

7583-o

AVIS

NOTICE

Cadastre Officiel de la Ville de Lévis
(Quartier Lauzon)
Division d'Enregistrement de Lévis

Official Cadastre of the Town of Levis
(Lauzon Ward)
Registration Division of Levis

Avis est par la présente donné que les lots 205 à 211, 216 à 220, 224 à 232, 235 à 243, 246 à 255, 257 à 267, 270 à 280a et une partie des rues Montcalm, Blanchet et Maisonneuve, sont annulés et remplacés par le lot 699, conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174a du Code civil.

Notice is hereby given that lots 205 to 211, 216 to 220, 224 to 232, 235 to 243, 246 to 255, 257 to 267, 270 to 280a and part of streets Montcalm, Blanchet and Maisonneuve are cancelled and replaced by lot 699 in virtue of articles 2174 and 2174a of the civil Code.

Québec, le 20 septembre 1944.

Quebec, September the 20th, 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

7598-o

7598-o

Liquidation—avis de

Winding up Notice

VENTE À L'ENCHÈRE

AUCTION SALE

Canada, Province de Québec, District de Québec, N° 47519.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, No. 47519.

Dans la Cour Supérieure, sous l'acte des liquidations.

In the Superior Court, under the Bankruptcy Act.

Dans l'affaire de: La Brique Champlain Limitée, Québec, en liquidation.

In the matter of: La Brique Champlain Limitée, Quebec, in liquidation.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le TRENTÉ NOVEMBRE 1944, à ONZE heures a.m. heure avancée, sera vendu par enchère publique à mes bureaux, 51 rue St-Pierre, Québec, l'immeuble et les biens suivants savoir:

Notice is hereby given that on THURSDAY the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon (daylight Saving Time), there will be sold by public auction, at my offices, 51 St. Peter street, Quebec, the following immovable and assets, namely:

Le terrain, les bâtisses et autres constructions et la machinerie, propriétés de la compagnie "La Brique Champlain Limitée" en liquidation, le tout utilisé comme briqueterie et situé dans la municipalité de Beauport-est, comté de Québec.

The lot of land, buildings and other constructions and machinery, the property of the company "La Brique Champlain Limitée" in liquidation, the whole used as a brick factory and situate in the municipality of Beauport-East, county of Quebec.

Description cadastrale:

Cadastral description:

Toute cette partie du numéro deux cent cinquante-deux (252) des plans et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Beauport, s'étendant du terrain occupé en 1934 par la ligne du chemin de fer Quebec Railway Light & Power Co. (Ligne conduisant au Kent House), et gagnant le sud jusqu'à la ligne du chemin de fer Quebec Montmorency Charlevoix Ry. Co. et compris dans les bornes suivantes: au nord, au terrain de la dite ligne de chemin de fer Quebec Railway Light & Power Co. (ligne conduisant au Kent House), au sud à la ligne du chemin de fer Quebec Montmorency Charlevoix Ry. Co. à l'est à la Brique Citadelle, et à l'ouest par M. J.-O. Montreuil et al. distraction faite de la partie vendue au Conseil de Comté pour le chemin public de St-Grégoire de Montmorency, le tout avec droit de passage en commun dans un chemin de quinze à dix-huit pieds de largeur, tel qu'actuellement existant, pour communiquer de

All that part of number two hundred and fifty-two (252) of the official cadastral plan and book of reference for the parish of Beauport, extending from the land occupied in 1934 by the Quebec Railway Light & Power Co line (the line running to Kent House), and running Southward to the Quebec Montmorency Charlevoix Ry. Co., line and comprised within the following boundaries: on the North the land of the said Quebec Railway Light and Power Co., (line running to Kent House), on the South by the Quebec Montmorency Charlevoix Ry., Co., on the East by the "Brique Citadelle", and on the West by Mr. J. O. Montreuil et al, deduction made of that part sold to the County Council for the public road of St-Grégoire de Montmorency, the whole with right of way in common in a road fifteen to eighteen feet wide, as actually existing, to communicate from the tract of land above described to the King's Highway of Beauport and

l'étendue de terre ci-dessus décrite au chemin royal de Beauport et vice-versa, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Cette vente sera faite à tant pour le tout au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente sera faite conformément aux articles 716 et 717 du C.P.C. et équivaut à une vente par le shérif et aura l'effet du décret.

Les titres, certificats et conditions de vente peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du liquidateur soussigné.

Conditions de paiement: Comptant.

Québec, le 26 octobre 1944.

Le liquidateur,
GEORGES-HENRI BOULET, C.A.

Bureaux:

Boulet & Boulet C. A.,
51 rue St-Pierre,
Québec.

7610-43-20

vice-versa—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said sale to be made at so much for the whole to the highest and last bidder.

The said sale to be made in conformity with articles 716 and 717 of the C.C.P., and to have the effect of a Sheriff's sale.

The titles, certificates and conditions of sale may be seen at any time at the offices of the undersigned liquidator.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, October 26th, 1944.

GEORGES-HENRI BOULET, C.A.,
Liquidator.

Offices:

Boulet & Boulet, C.A.,
51 St. Peter street,
Quebec.

7610-43-2

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par monsieur Joseph Jacques Lagassé, notaire, demeurant et pratiquant à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Edward B. Worthington, notaire, démissionnaire, qui pratiquait à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Québec, le 25 septembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la province,
7389-39-50 JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par monsieur Gérard-J. Delage, notaire, demeurant et pratiquant à Beauport, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Henri Delage, en son vivant notaire, de Beauport, district judiciaire de Québec.

Québec, le 16 octobre 1944.

Le Sous-secrétaire de la province,
7515-42-50 JEAN BRUCHESI.

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Joseph Jacques Lagassé, notary, residing and practising at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Edward B. Worthington, resigning notary, who practised at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Quebec, September 25th, 1944.

JEAN BRUCHESI,
7389-39-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Gérard J. Delage, notary, residing and practising at Beauport, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Henri Delage, in his lifetime a notary, of Beauport, judicial district of Quebec.

Quebec, October 16th, 1944.

JEAN BRUCHESI,
7515-42-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, 6 septembre 1944.

M. Guy Hudon, avocat, de la cité de Québec: Conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 21 septembre 1944.

M. Philippe-Auguste Morin, médecin, de St-Evariste: coroner conjoint pour le district de Beauce, avec juridiction seulement sur les paroisses de Lambton, Saint-Romain, Saint-

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint, by letters patent, under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Quebec, September 6th, 1944.

Mr. Guy Hudon, advocate, of the city of Quebec: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, September 21st, 1944.

Mr. Philippe-Auguste Morin, physician, of St-Evariste: to be joint coroner for the district of Beauce, with jurisdiction only over the parishes of Lambton, Saint-Romain, Saint-Sébastien,

Sébastien, Saint-Samuel, Saint-Ludger, et cette partie du comté de Frontenac qui se trouve au nord desdites paroisses.

Québec, 26 septembre 1944.

M. Maurice Pelletier, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Québec: commissaire des incendies pour la cité de Québec, à compter du 1er octobre 1944.

Québec, 28 septembre 1944.

M. Jean-Marc Laliberté, avocat, d'Asbestos: recorder de la ville de Richmond et de la ville d'Asbestos.

M. Napoléon Michaud, médecin, de St-Joseph d'Alma: coroner conjoint pour le district de Roberval, avec juridiction seulement sur le comté du Lac St-Jean.

Québec, 6 octobre 1944.

MM. les docteurs Ovide Girard, de St-Gabriel-de-Brandon, et Gérard Gervais, de Berthierville: coroners conjoints du district de Joliette, avec juridiction seulement sur le district électoral de Berthier.

MM. les docteurs Antonio Paradis, de Rivière-du-Loup, et Marcel Catellier, de Trois-Pistoles: coroners conjoints du district de Kamouraska, avec juridiction seulement sur le district électoral de Rivière-du-Loup.

M. Gérard Flamand, commis, de la ville de Jonquière: greffier de la Cour de magistrat du district électoral de Chicoutimi, à Jonquière, à compter du 16 octobre 1944.

M. Henri Vaillancourt, médecin, de Jonquière: coroner conjoint pour le district de Chicoutimi, avec juridiction sur Arvida, Jonquière, Kénogami, Shipshaw, Saint-Ambroise et toutes les municipalités à l'ouest des endroits mentionnés ci-haut.

M. W. Boudreault, médecin, de Chambord: coroner conjoint pour le district de Roberval, avec juridiction seulement sur le district électoral de Roberval.

MM. Alphonse Lamothe, employé civil, 2034 rue de Biencourt, Wilfrid St-Pierre, métallurgiste, 192 rue Bourget, Georges Taillefer, rentier, 522 rue Therrien, Maurice LeBourdais, comptable, 1843 rue de Biencourt, Chas.-E. Champagne, contracteur général, 274 rue Beaudoin, Léo Labbé, garagiste, 3001 rue St-Jacques, Clovis-A. St-Onge, rentier, 2824 rue Jacques Hertel, Bernard Lecavalier, entrepreneur de pompes funèbres, 562 rue Bernard, Jos-Adélar Nantel, tavernier, 5701 rue Hadley, Viateur Marquis, quincaillier, 6456 rue Beaulieu, et-Joseph-Maurille Casavant, employé "C.N.R.", 6061 rue d'Aragon, tous de la cité de Montréal: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 12 octobre 1944.

MM. Réal Simard et François Ricard, tous deux contracteurs, de Val d'Or, et Rolland Charrest, marchand, de Sullivan: adjoints à la Commission de la paix du district judiciaire d'Abitibi.

M. T.-E. Evans, rentier, de Bishopton, comté de Wolfe: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de St-François, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Saint-Samuel, Saint-Ludger and that part of the county of Frontenac situate North of the said parishes.

Quebec, September 26th, 1944.

Mr. Maurice Pelletier, advocate and King's Counsel, of the city of Quebec: to be fire commissioner for the city of Quebec, from and after the 1st of October, 1944.

Quebec, September 28th, 1944.

Mr. Jean-Marc Laliberté, advocate, of Asbestos: to be recorder of the town of Richmond and of the town of Asbestos.

Mr. Napoléon Michaud, physician, of St-Joseph d'Alma: to be joint coroner for the district of Roberval, with jurisdiction over the county of Lake St. John only.

Quebec, October 6th, 1944.

Doctors Ovide Girard, of St-Gabriel-de-Brandon and Gérard Gervais, of Berthierville: to be joint coroners of the district of Joliette, with jurisdiction over the electoral district of Berthier only.

Doctors Antonio Paradis, of Rivière-du-Loup, and Marcel Catellier, of Trois-Pistoles: to be joint coroners for the district of Kamouraska, with jurisdiction over the electoral district of Rivière-du-Loup only.

Mr. Gérard Flamand, clerk, of the Town of Jonquière: to be Clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of Chicoutimi, at Jonquière, as from the 16th of October, 1944.

Dr. Henri Vaillancourt, physician, of Jonquière, to be joint coroner for the district of Chicoutimi, with jurisdiction over Arvida, Jonquière, Kénogami, Shipshaw, Saint-Ambroise and all the municipalities West of the above mentioned places.

Dr. W. Boudreault, physician, of Chambord: to be joint coroner for the district of Roberval, with jurisdiction over the electoral district of Roberval only.

Messrs Alphonse Lamothe, civil employee, 2034, de Biencourt street, Wilfrid St-Pierre metallurgist, 192 Bourget street, Georges Taillefer, annuitant, 522 Therrien street, Maurice LeBourdais, accountant, 1843 de Biencourt street, Chas. E. Champagne, general contractor, 274 Beaudoin street, Léo Labbé, garage keeper, 3001 St. James street, Clovis A. St-Onge, annuitant, 2824 Jacques Hertel street, Bernard Lecavalier, funeral director, 562 Bernard street Jos. Adélar Nantel, tavern keeper, 5701 Hadley street, Viateur Marquis, hardware merchant, 6456 Beaulieu street, and Joseph Maurille Casavant, "C.N.R." employee, 6061 d'Aragon street, all of the city of Montreal: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, October 12th, 1944.

Messrs Réal Simard and François Ricard, both contractors, of Val d'Or, and Rolland Charrest, merchant, of Sullivan: to be Peace Commissioners for the judicial district of Abitibi.

Mr. T. E. Evans, annuitant, of Bishopton, county of Wolfe: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of St-François, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

M. P.-Amable Donais, gérant de banque, 838 rue Agnès, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15). 7609-o

Mr. P. Amable Donais, bank manager, 838 Agnès street, Montreal: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15). 7609

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, N° 1544. **DAME ELSIE EVELYN CORNISH**, épouse séparée de biens de Arthur Picard, demanderesse; vs **HERBERT CORNISH ET AL.**, défendeurs et **JOSEPH LEMIEUX, N.P.**, curateur au délaissement.

Comme appartenant aux défendeurs en la possession du curateur au délaissement.

Un emplacement situé au Canton de Granby, District de Bedford, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le susdit Canton de Granby, comme étant les lots numéros cinq (5), six (6) et sept (7), de la subdivision officielle du lot originaire six cent onze (611), mesurant en front chacun cinquante pieds (50) par cent pieds (100) de profondeur, avec une bâtisse en brique et autres dépendances.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Famille, en la Cité de Granby, dit District, le HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1944, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif, A. ST-MARTIN.
Bureau du shérif, Sweetburg, Qué., ce 30 septembre, 1944.

7430-40-2-o

[Première publication, 7 octobre 1944]

KAMOURASKA

Cour Supérieure.—District de Kamouraska N° 14541

DAME GERTRUDE VAILLANCOURT, ci-devant de Notre-Dame du Lac, dans le Comté de Témiscouata, et maintenant de Jonquière, dans le Comté de Chicoutimi, épouse en communauté légale de biens de Eugène Boucher, du dit lieu de Jonquière, mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse, laquelle est aux droits comme légataire universelle de feu sa mère, Dame Marie Côté, de son vivant marchande publique, veuve de Joseph Vaillancourt, de son vivant marchand public, de Notre-Dame du Lac, demanderesse; vs **MARTIN CÔTÉ**, de St-Benoit de Packington, dans le Comté de Témiscouata, défendeur.

Le lot de terre numéro douze (12), du rang sept (7) dans le Canton de Packington, avec les bâtisses y érigées;

Le lot de terre numéro treize (13), du rang sept (7), dans le canton Packington, avec bâtisses y érigées s'il y a.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court No. 1544. **DAME ELSIE EVELYN CORNISH**, wife separated as to property of Arthur Picard, plaintiff; vs **HERBERT CORNISH ET AL**, defendants; and **JOSEPH LEMIEUX N.P.** curator to the abandonment.

As belonging to the defendants in the possession of the Curator to the abandonment.

An emplacement situate in the township of Granby, district of Bedford, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said township of Granby, as being lots numbers five (5), six (6) and seven (7) of the official subdivision of the original lot six hundred and eleven (611) each measuring fifty (50) feet in front by one hundred (100) feet in depth—with a brick building and other dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the parish Ste-Famille, in the city of Granby, said district, on the EIGHTH day of NOVEMBER, 1944, at TWO o'clock in the afternoon.

A. ST. MARTIN, Sheriff's Office, Sweetburg, Que., September 30th, 1944.

7430-40-2

[First publication, October 7th, 1944]

KAMOURASKA

Superior Court.—District of Kamouraska

No. 14541 **DAME GERTRUDE VAILLANCOURT**, heretofore of

Notre-Dame du Lac, in the county of Témiscouata, and now of Jonquière, in the county of Chicoutimi, wife lawfully common as to property of Eugène Boucher, of the said place, Jonquière, mis en cause to authorize and assist his said wife, the said wife in her rights of universal legatee of her late mother, Dame Marie Côté, in her lifetime a public merchant, widow of Joseph Vaillancourt, in his lifetime a public merchant, of Notre-Dame du Lac, plaintiff; vs **MARTIN CÔTÉ**, of St-Benoit de Packington, in the county of Témiscouata, defendant.

The lot of land number twelve (12), of Range seven (7) in the Township of Packington, with the buildings thereon erected;

The lot of land number thirteen (13), of Range seven (7), in the Township of Packington, with buildings thereon erected, if any.

Pour être vendus **MERCREDI**, le **VINGT-NEUVIÈME** jour de **NOVEMBRE 1944** à **DIX** heures et **TRENTE** de l'avant-midi, à la porte de l'église de St-Benoit de Packington.

Le shérif,
Bureau du Shérif, E. A. DOUCET.
Rivière-du-Loup, 17 octobre 1944. 7589-43-2-0
[Première publication, 28 octobre 1944]

To be sold on **WEDNESDAY**, the **TWENTY-NINTH** day of **NOVEMBER**, 1944, at **TEN THIRTY** o'clock in the forenoon, at the church door of St-Benoit de Packington.

E. A. DOUCET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, October 17th, 1944. 7589-43-2
[First publication, October 28th, 1944]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: { **DAME JULIETTE**
Ex Parte 1573 { **BOYER ET AL**, re-
quérants, *In Re*: Le lot officiel numéro 1248
(douze cent quarante-huit) des plan et livre de
renvoi officiels du quartier Ste-Anne.

Un lot situé au coin des rues Aqueduc et Barré,
en la cité de Montréal, connu et désigné sous le
numéro 1248 (douze cent quarante-huit) des plan
et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne;
avec toutes les bâtisses dessus érigées et avec le
droit au mur mitoyen situé à l'arrière desdites
bâtisses portant les numéros civiques 125 à 147
inclusivement de ladite rue Aqueduc (nouveaux
numéros 401 à 423 inclusivement).

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de
Montréal, le **NEUVIÈME** jour de **NOVEMBRE**
prochain, à **DIX** heures du matin.

Un dépôt de \$1,200 sera exigé de tout offrant et
enchérisseur, suivant jugement de l'honorable
Juge Louis Cousineau en date du 29 septembre
1944.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, le 4 octobre 1944. 7446-40-2
[Première publication, le 7 octobre 1944]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: { **DAME MARIE BLAN-**
230476 { **CHE VANCHES-**
TEING, veuve de Joseph Alcidas Leclerc, de-
manderesse; vs **DOMINATEUR VANCHES-**
TEING es-qualité de tuteur aux enfants mineurs
de feu Joseph Alcidas Leclerc et al, défendeurs
es-qualité.

Une terre située dans la paroisse de St-An-
toine, dans la deuxième concession, connue et dé-
signée sous le lot numéro cent soixante-trois
(163) des plan et livre de renvoi officiels de la pa-
roisse St-Antoine, comté de Verchères, tenant
d'un bout à Héliodore Dupont, d'autre bout
au chemin public des quarante, d'un côté à
Édouard Corbeil, d'un autre côté à Antoine
St-Germain, la partie du lot numéro cent soixante-
trois susdit, comprise et située du côté sud-est
du chemin susdit, appartenant à Stanislas
Gaudette, soit environ trois arpents en superficie,
étant distraite de la terre sus-désignée et conte-
nant, la terre présentement vendue, une lar-
geur de trois arpents sur une profondeur de
vingt-neuf arpents, plus ou moins et avec les
bâtisses y érigées; tel que le tout se trouve ac-
tuellement avec les servitudes actives ou passi-
ves, apparentes ou occultes attachées audit im-
meuble.

Pour être vendue, à la porte de l'église pa-
roissiale, de la paroisse Saint-Antoine de Padoue,
comté de Verchères, le **TRENTE NOVEMBRE**
prochain, à **ONZE** heures du matin.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: { **DAME JULIETTE**
Ex Parte 1573 { **BOYER ET AL**,
Petitioners, *In Re*: Official lot number 1248
(twelve hundred and forty-eight) of the Official
Plan and Book of Reference of St. Anne Ward.

A lot situated at the corner of Aqueduc and
Barre streets, in the city of Montreal, known and
designated under the number 1248 (twelve hun-
dred and forty-eight) of the Official Plan and
Book of Reference of St. Anne Ward; with all the
buildings thereon erected and with right to the
mitoyen wall situated in the rear of the said
buildings, bearing civic numbers 125 to 147
inclusively of the said Aqueduc street (new
numbers 401 to 423 inclusively).

To be sold, at my office, in the city of Montreal,
on the **NINTH** day of **NOVEMBER** next, at
TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1200.00 shall be exacted from
each and every bidder, pursuant to a judgment
of the Honourable Justice Louis Cousineau,
dated September 29th, 1944.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 4th, 1944. 7446-40-2-0
[First publication, October 7th, 1944]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: { **DAME MARIE BLAN-**
230476 { **CHE VANCHES-**
TEING, widow of Joseph Alcidas Leclerc,
plaintiff; vs **DOMINATEUR VANCHES-**
TEING, in his quality of tutor to the minor
children of the late Joseph Alcidas Leclerc et al,
defendants es-qualité.

A farm situate in the parish of St-Antoine, in
the second concession, known and designated
under lot number one hundred and sixty-three
(163) of the official plan and in the book of re-
ference of the parish of St-Antoine, county of
Verchères, bounded at one end by Héliodore
Dupont, at the other end by the public road
"des quarante", on one side by Édouard Cor-
beil, on another side by Antoine St-Germain,
the part of lot number one hundred and sixty-
three aforesaid, comprised and situate on the
Southeast side of the aforesaid road, belonging
to Stanislas Gaudette, namely about three ar-
pents in superficial area, being deducted from
the aforesaid farm and containing the land pres-
ently sold, a width of three arpents by a depth
of twenty-nine arpents, more or less and
with the buildings thereon erected; as the
whole presently subsists with the active or passive,
apparent or unapparent servitudes attached to
the said immovable.

To be sold, at the parochial church door of the
parish of Saint-Antoine de Padoue, county of
Verchères, on the **THIRTIETH** of **NOVEM-**
BER next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$340 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Louis Cousineau, daté le 24 octobre 1944.

A deposit of \$340 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Louis Cousineau, dated October 24th, 1944.

Bureau du Shérif,
Montréal, 25 octobre 1944.
[Première publication, 28 octobre 1944]

Le shérif,
L.-P. CAISSE.
7605-43-2-0

Sheriff's Office,
Montreal, October 25th, 1944.
[First publication, October 28th, 1944]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
7605-43-2

PONTIAC

Cour Supérieure.—District de Pontiac.

Canada, }
Province de Québec, } **CAPITAL TRUST**
District de Pontiac, } **CORPORATION**
N° 5029 } **LIMITED**, corps politi-
que et incorporé ayant
sa principale place d'affaires et son siège social
en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, Deman-
deresse; vs MARY McCaffrey, veuve de
feu Richard McCaffrey, en son vivant cultiva-
teur du canton de Bristol, ladite Mary McCaf-
frey du lieu appelé Weirstead, district de Pontiac,
et Stephen Bell et Leo McCaffrey, tous deux du
lieu appelé Weirstead, district de Pontiac,
Défendeurs.

Dans le canton de Bristol, comté de Pontiac,
province de Québec, étant composé de:

1. Le lot numéro huit B (8-B) dans le septième
rang conformément aux plan et livre de renvoi
officiels du canton de Bristol.

2. La partie sud-est du lot numéro dix A
(10-A) dans ledit septième rang du canton de
Bristol, ayant trois acres de largeur en face du
huitième rang dudit canton, et deux acres de
largeur en face du sixième rang dudit canton,
contenant soixante-quinze acres de terrain.

3. Le lot numéro onze B (11-B) dans le sixième
rang conformément aux dits plan et livre de
renvoi officiels, contenant cinquante acres de
terrain, plus ou moins.

4. La partie nord-ouest dudit lot numéro
dix A (10-A) dans le septième rang conformément
aux dits plan et livre de renvoi officiels, ayant
un acre de largeur en arrière en face du huitième
rang dudit canton, et deux acres de largeur en
front en face du sixième rang dudit canton, et
contenant trente acres de terrain, plus ou moins.

5. La demie est ou sud-est du lot numéro neuf
B (9-B) dans le septième rang, conformément
aux plan et livre de renvoi officiels du canton de
Bristol, bornée comme suit: Au nord par le che-
min entre les septième et huitième rangs du
canton de Bristol, à l'est par le lot numéro dix A,
dans le septième rang, au sud par une portion
du lot numéro neuf A, dans ledit septième rang,
la propriété du défunt et ci-après décrite, et à
l'ouest par le résidu dudit lot numéro neuf B.

6. La partie du lot numéro neuf A (9-A) dans
le septième rang, conformément aux plan et livre
de renvoi officiels du canton de Bristol; et com-
posée de la demie est de cette partie dudit lot
numéro neuf A (9-A) se trouvant au sud dudit
lot numéro neuf B (9-B) et ayant deux acres de
largeur et bornée comme suit: au nord par la
portion dudit lot numéro neuf B (9-B) ci-dessus
décrit, à l'est par le lot numéro dix A (10-A),
au sud par les terrains du sixième rang, et à
l'ouest par le résidu dudit lot numéro neuf A
(9-A).

Pour être vendus au bureau d'enregistrement
du comté de Pontiac, à Campbell's Bay, Québec,

PONTIAC

Superior Court.—District of Pontiac.

Canada, }
Province of Quebec, } **CAPITAL TRUST**
District of Pontiac, } **CORPORATION**
No. 5029 } **LIMITED**, body politic
and corporate having its
principal place of business and head office in the
city of Ottawa, Province of Ontario, Plaintiff; vs
MARY McCaffrey, widow of the late Ri-
chard McCaffrey, in his lifetime farmer of the
Township of Bristol, the said Mary McCaffrey
of the place called Weirstead, district of Pontiac,
and Stephen Bell and Leo McCaffrey, both of
the place called Weirstead, District of Pontiac,
Defendants.

In the Township of Bristol, in the County of
Pontiac, and Province of Quebec, being com-
posed of:

1. Lot Number Eight B (8-B) in the Seventh
Range according to the Official Plan and Book
of Reference of the Township of Bristol.

2. The South East Part of Lot Number Ten
A (10-A) in the said Seventh Range of the
Township of Bristol, being three acres in width
facing the Eighth Range of Said Township, and
Two acres in width facing the Sixth Range of
Said Township, containing Seventy-five acres of
land.

3. Lot number Eleven B (11-B) in the Sixth
Range according to said Official Plan and Book
of Reference, containing Fifty acres of Land more
or less.

4. The North West part of said Lot Number
Ten A (10-A) in the Seventh Range according
to said Official Plan and Book of Reference,
being one acre in width in rear facing the Eighth
Range of said Township, and two acres in width
in front facing the Sixth Range of said Township,
and containing Thirty acres of land, more or
less.

5. The East or South East half of Lot Num-
ber Nine B (9-B) in the Seventh Range, according
to the Official Plan and Book of Reference of
the Township of Bristol, bounded as follows:
On the North by the road between the Seventh
and Eighth Ranges of the Township of Bristol,
on the East by Lot Number Ten A, in the
Seventh Range, on the South by a portion of
Lot Number Nine A, in said Seventh Range,
the property of the deceased and hereinafter
described, and on the West by the remainder
of said Lot Number Nine B.

6. Part of Lot Number Nine A (9-A) in the
Seventh Range, according to the Official Plan
and Book of Reference of the Township of Bris-
tol; and composed of the east half of that part
of said lot number Nine A (9-A) lying south of
said lot number Nine B (9-B) and being two
acres in width and bounded as follows: On the
North by the portion of said lot number Nine B
(9-B) above described, on the East by lot num-
ber Ten A (10-A), on the South by the lands of
the Sixth range, and on the West by the re-
mainder of said lot number Nine A (9-A).

To be sold at the Registrar's Office for the
County of Pontiac, in Campbell's Bay, Québec,

MARDI le SEPTIÈME jour de NOVEMBRE, mil neuf cent quarante-quatre, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Campbell's Bay, Québec, le 2 octobre 1944. DOMINIC SLOAN.
7431-40-2

[Première publication, le 7 octobre 1944]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: WEBSTER & SON LTD, No 48201 } corps politique et incorporé ayant un bureau d'affaires à Québec; contre ONÉSIME FERLAND, des cité et district de Québec, à savoir:

La subdivision 107 (cent sept) du lot N° 583 (cinq cent quatre-vingt-trois) du cadastre officiel pour Saint-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Vitré, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la Cité de Québec, le PREMIER jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Québec, ce 25 octobre 1944. L. LAPIERRE.
7606-43-2-o

[Première publication, 28 octobre 1944]

[Deuxième publication, 10 novembre 1944]

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada, Province de Québec, District de Roberval, Cour Supérieure, N° 6492 } OVILA TREMBLAY, de St-Fidèle, comté de Charlevoix, cultivateur, demandeur; vs RENÉ DALLAIRE, de St-Eugène de Mistassini, comté de Roberval, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
"Les vingt-cinq arpents nord-est du lot numéro quarante-trois du troisième rang du canton Pelletier suivant le cadastre officiel pour le dit canton; avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendance; le tout tel qu'actuellement possédé par René Dallaire.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Eugène de Mistassini, Comté et district de Roberval, MARDI, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE, mil neuf cent quarante-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Roberval, ce 23 octobre 1944. A. LACOMBE.
7590-43-2-o

[Première publication, 28 octobre 1944]

ROUYN-NORANDA

Cour Supérieure

Province de Québec, District de Rouyn-Noranda, N° R-575 } MAX J. GARMAISE, avocat, de la ville de Rouyn, (distrayant) saisissant; vs POLISH LAND COMPANY LIMITED, (Demanderesse), saisie.

Le lot numéro cent vingt-quatre du cadastre officiel du canton Rouyn, bloc 41, étant un emplacement situé au N° 29 Est, Rue Noranda, en la ville de Rouyn, dit district, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Michel de Rouyn, Comté de Rouyn-

on TUESDAY the SEVENTH day of NOVEMBER, One Thousand Nine Hundred and Forty-four, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DOMINIC SLOAN, Sheriff.
Campbell's Bay, Quebec, October 2, 1944.
7431-40-2-o

[First publication, October 7, 1944]

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: WEBSTER & SON LTD, No. 48201 } a body politic and corporate, having a business office at Quebec; against ONÉSIME FERLAND, of the city and district of Quebec, to wit:

Subdivision one hundred and seven (107) of lot No. 583 (five hundred and eighty-three) of the official cadastre for Saint-Roch Nord, now Jacques-Cartier ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Vitre street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, October 25th, 1944. 7606-43-2

[First publication, October 28th, 1944]

[Second publication, November 10th, 1944]

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada, Province of Quebec, District of Roberval, Superior Court, N° 6492 } OVILA TREMBLAY, of St-Fidèle, county of Charlevoix, farmer, plaintiff; vs RENÉ DALLAIRE, of St-Eugène de Mistassini, county of Roberval, defendant.

As belonging to the defendant:
"The twenty-five Northeast arpents of lot number forty-three, in the third range of the township of Pelletier, according to the official cadastre for said township—with all buildings thereon erected, circumstances and dependencies; the whole as actually owned by René Dallaire.

To be sold at the church door of the parish of St-Eugène de Mistassini, county and district of Roberval, on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of NOVEMBER, nineteen hundred and forty-four, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, A. LACOMBE, Sheriff.
Roberval, October 23rd, 1944. 7590-43-2

[First publication, October 28th, 1944]

ROUYN-NORANDA

Superior Court

Province of Quebec, District of Rouyn-Noranda, N° R-575 } MAX J. GARMAISE, Lawyer, of the Town of Rouyn, (distracting), seizing; vs POLISH LAND COMPANY LIMITED, (Plaintiff), seized.

Lot number one hundred and twenty-four on the official cadastre for the township of Rouyn, block 41, being an emplacement situated at No. 29 East, Noranda street, in the Town of Rouyn, said district, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Michel de Rouyn, County of Rouyn-Noranda, on the

Noranda, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE 1944, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du shérif, J.-H. BELLEHUMEUR.
Rouyn, le 2 octobre 1944. 7442-40-2-o
[Première publication, le 7 octobre 1944]

FOURTEENTH day of NOVEMBER 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. BELLEHUMEUR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, October 2nd, 1944. 7442-40-2-o
[First publication, October 7th, 1944]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, } DAME MARIE
Province de Québec, } JEANNE
District des Trois-Rivières, } MARCHAND,
N° 7833 } veuve de Joseph

Auger, en son vivant cultivateur, de Ste-Flore, dans le district des Trois-Rivières, Demanderesse; vs GÉDÉON LAVERGNE, du même lieu.

1.—Un emplacement situé en la paroisse de Ste-Flore, dans la concession nord-ouest du chemin des Piles, contenant cinquante pieds de front sur la profondeur d'environ trois quarts d'arpent, borné en front par la route du Rang St-Alexandre, en profondeur par une clôture appartenant à Dame Vve Désiré Villemure, du côté sud-est par Hector Lescadres et du côté nord-ouest par Dame Vve Arthur Pellerin, et faisant partie du lot numéro deux cent trente-quatre (P.234) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Ste-Flore, avec une maison et autres bâtisses dessus construites;

2.—Un certain terrain ou emplacement situé en la paroisse de Ste-Flore, dans le rang St-Alexandre, contenant soixante et dix pieds de front, sur la profondeur de cent pieds, plus ou moins, borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté sud-est par Ernest Vincent ou représentants, et du côté nord-ouest par Théodore Philibert et faisant partie du lot numéro quatre cent trente-neuf (P.439) des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Ste-Flore;

3.—La moitié indivise d'un terrain situé en la paroisse de Ste-Flore, étant le lot numéro cinquante-quatre du rang St-Théophile, de la contenance de quatre-vingt-trois arpents, maintenant connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-douze (492) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Ste-Flore; (maintenant dans les limites de St-Jean des Piles).

4.—Un terrain situé dans la paroisse de Ste-Flore, étant le lot numéro cinquante-trois du rang St-Théophile, de la contenance de quatre-vingt-deux arpents, maintenant connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-onze (491) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Ste-Flore. (maintenant dans les limites de St-Jean des Piles).

Pour être vendus, à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Flore, comté de St-Maurice, MARDI le SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1944, à DIX heures du matin, pour les immeubles décrits aux paragraphes 1 et 2; et MARDI, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE 1944, à DIX heures du matin, à la porte de l'église de la paroisse de St-Jean des Piles, pour les immeubles décrits aux paragraphes 3 et 4.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 4 octobre 1944. 7445-40-2-o
[Première publication, le 7 octobre 1944]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, } DAME MARIE
Province of Quebec, } JEANNE
District of Trois-Rivières, } MARCHAND,
No. 7833 } widow of Joseph

Auger, in his lifetime a farmer of Ste-Flore, in the district of Trois-Rivières, plaintiff; vs GÉDÉON LAVERGNE, of the same place.

1.—An emplacement situate in the parish of Ste-Flore, in the concession Northwest of the des Piles road, measuring fifty feet in front by the depth of about three quarters of an arpent, bounded in front by the St-Alexandre Range road, in depth by a fence belonging to Dame Wid. Désiré Villemure, on the Southeast side by Hector Lescadres and on the Northwest side by Dame Wid. Arthur Pellerin, and forming part of lot number two hundred and thirty-four (Pt.234) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of Ste-Flore—with a house and other buildings thereon erected;

2.—A certain lot of land or emplacement situate in the parish of Ste-Flore, in the St-Alexandre Range, measuring seventy feet in front, by the depth of one hundred feet, more or less, bounded in front, by the public road, in depth and on the Southeast side by Ernest Vincent or representatives, and on the Northwest side by Théodore Philibert and forming part of lot number four hundred and thirty-nine (Pt.439) of the official plan and book of reference for the parish of Ste-Flore;

3.—The undivided half of a lot of land situate in the parish of Ste-Flore, being lot number fifty-four of St-Théophile Range, containing eighty-three arpents, now known and designated under number four hundred and ninety-two (492) of the official cadastral plan and book of reference for the parish of Ste-Flore; (now in the limits of St-Jean des Piles).

4.—A lot of land situate in the parish of Ste-Flore, being lot number fifty-three of St-Théophile Range, containing eighty-two arpents, now known and designated under number four hundred and ninety-one (491) of the official cadastral plan and book of reference for the parish of Ste-Flore. (now in the limits of St-Jean des Piles).

To be sold, at the church door of the parish of Ste-Flore, county of St-Maurice, on TUESDAY the SEVENTH day of NOVEMBER, 1944, at TEN o'clock in the forenoon, for the immovables described in paragraphs 1 and 2, and TUESDAY the FOURTEENTH day of NOVEMBER, 1944, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of St-Jean des Piles, for the immovables described in paragraphs 3 and 4.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, October 4, 1944. 7445-40-2
[First publication, October 7, 1944]

Arrêté en Conseil

Order-in-Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

N° 4037

Number 4037

Québec, le 26 octobre 1944.

Quebec, October 26, 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant une modification au décret relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.

Concerning a modification to the decree relating to the Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Quebec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au ministre du Travail par "The Associated Clothing Manufacturers of the Province of Quebec, Inc.", à l'effet de modifier le décret numéro 2991, du 10 novembre 1937 et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec;

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), The Associated Clothing Manufacturers of the Province of Quebec, Inc. has presented to the Minister of Labour a request to modify decree number 2991, of November 10, 1937, and amendments, relating to the men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 26 août 1944;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on the 26th of August 1944;

Attendu que des objections ont été formulées contre son approbation et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Whereas objections have been made against its approval and have been submitted to the contracting parties for consideration;

Attendu que le Conseil régional du Travail en temps de guerre de Québec a autorisé, après consultation des intéressés, l'approbation de ladite requête, avec toutefois certaines modifications reproduites dans sa décision du 5 octobre 1944, révisée à sa séance du 17 octobre 1944;

Whereas the Regional War Labour Board of Quebec has authorized, after consulting the interested parties, the approval of the said request, with, however, certain modifications reproduced in its decision of the 5th of October 1944, revised at its meeting of October 17th, 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

Que ledit décret numéro 2991 soit modifié de la façon suivante:

That the said decree number 2991 be modified in the following manner:

Le nouveau paragraphe "3-B" suivant est ajouté à l'article VII-A:

The following new subsection "3-B" is added to section VII-A:

"3-B.—Tous les employeurs qui, conformément à l'arrêté-en-conseil numéro 2424, du 16 novembre 1939, ont choisi de se baser sur les taux de salaires minima, plutôt que sur les salaires gagnés, pour payer l'augmentation de salaire de 10% (boni de guerre), ont le droit de continuer de payer ledit boni de 10% sur les salaires minima.

"3-B.—All employers who, in accordance with Order-in-Council No. 2424, dated November 16, 1939 elected to pay to their employees the 10% increase in wages (War Bonus) based on minimum hourly rates and not on earnings, shall be permitted to continue to pay the said 10% bonus on minimums.

Toutefois, lesdits employeurs sont obligés de payer le boni de guerre additionnel de 10% qui devint en vigueur le 1er juillet 1941 et le boni additionnel de 5% qui devint en vigueur le 1er juillet 1944, sur les salaires gagnés."

The said employers shall, however, be obliged to pay the additional 10% War Bonus which became effective on July 1st, 1941 and the additional 5% War Bonus which became effective July 1st, 1944, on earnings."

A. MORISSET,

A. MORISSET,

7611-o

Greffier du Conseil Exécutif.

7611-o

Clerk of the Executive Council.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 469, du 26 février 1942 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse, dans les

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a request has been presented to him by the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree number 469, of February 26, 1942, and amendments, relating to the barber and male and female hairdresser trades in the

cités des Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls et Grand'Mère et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites et la ville de Louiseville et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites, à l'effet d'apporter les modifications suivantes audit décret:

On demande:

1.—Que le paragraphe "a" de l'article III soit remplacé par le suivant:

"a.—Les barbiers et coiffeurs pour hommes et pour femmes des zones I, II et III doivent recevoir une rémunération hebdomadaire de \$16.00 par semaine plus 50% de toutes recettes au-dessus de \$21.00 faites par le salarié au cours de la semaine ou \$20.00 par semaine sans pourcentage."

2.—Les prix minima déterminés pour la coupe des cheveux des adultes à l'article IV, dans les trois zones, sont remplacés par les suivants:

"Zone I

Cheveux:

Pour adultes, tous les jours de la semaine. \$0.40

Zone II

Cheveux:

Pour adultes, tous les jours de la semaine. \$0.40

Zone III

Cheveux:

Pour adultes:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi..... 0.30

Les samedi et veilles de fêtes chômées..... 0.40"

Ces modifications sont demandées pour donner suite à une décision rendue par le Conseil régional du travail, en ce qui concerne les salaires, et à une autorisation de la Commission des prix et du commerce, en ce qui concerne l'augmentation des prix pour la coupe des cheveux d'adultes.

3.—Que les heures de travail mentionnées à l'article V, zone I, pour les barbiers, coiffeurs et coiffeuses pour hommes, soient remplacées par les suivantes:

"Le lundi, de 8.00 a.m. à midi;

Le lundi précédant Noël et le Premier de l'An, de 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;

Le mardi, de 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;

Le mercredi, de 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;

Le jeudi, de 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;

Le vendredi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Le samedi et la veille des fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m."

4.—Que les heures de travail mentionnées à l'article V, zone III, soient remplacées par les suivantes:

"Le lundi, de 8.00 a.m. à midi;

Le mardi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Le mercredi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Le jeudi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Le vendredi, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Le samedi et veille des fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 11.00 p.m."

5.—Que le paragraphe "b" de l'article V soit remplacé par le suivant:

"b.—Une heure doit être accordée aux salariés pour le repas du midi, dans les zones I, II et III et pour le repas du soir dans la zone III, de même que les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées dans les zones I et II."

cities of Three Rivers, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls, and Grand'Mère, and the territory comprised within a radius of five (5) miles from their limits, and the town of Louiseville and the territory comprised within a radius of two (2) miles from its limits, to modify the said decree in the following manner:

It is requested:

1.—That subsection "a" of section III be replaced by the following:

"a.—In zones I, II and III barbers and male hairdressers for men and ladies shall receive a weekly remuneration of \$16.00 plus 50% of all receipts in excess of \$21.00 made by the employee during the week or \$20.00 per week without percentage."

2.—The minimum prices for haircuts for adults as established by section IV, for the three zones, are replaced by the following:

"Zone I

Haircut:

For adults, every day of the week..... \$0.40

Zone II

Haircut:

For adults, every day of the week..... 0.40

Zone III

Haircut:

For adults:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday..... 0.30

On Saturday and holiday eves..... 0.40"

These modifications are requested in pursuance of a decision rendered by the Regional War Labour Board, as concerns wages, and of an authorization of the Wartime Prices and Trade Board, as regards the increase in prices of haircuts for adults.

3.—That the hours of labour mentioned in section V, zone I, for barbers, and male and female hairdressers for men, be replaced by the following:

"On Monday, from 8.00 a.m. to 12.00 a.m. (noon);

On the Monday preceding Christmas and New Year's Day, from 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;

On Tuesday, from 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;

On Wednesday, from 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;

On Thursday, from 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;

On Friday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

On Saturday and holiday eves, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m."

4.—That the hours of labour mentioned in section V, zone III, be replaced by the following:

"On Monday, from 8.00 a.m. to 12.00 a.m. (noon);

On Tuesday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

On Wednesday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

On Thursday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

On Friday, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;

On Saturday and holiday eves, from 8.00 a.m. to 11.00 p.m."

5.—That subsection "b" of section V be replaced by the following:

"b.—In zones I, II and III, the employees shall have one hour for the noon meal; in zone III, they shall have one hour for the evening meal; in zones I and II, on Friday, Saturday and holiday eves, they shall also have one hour for the evening meal."

6.—Que le paragraphe "a" de l'article VI soit remplacé par le suivant:

"Aucun apprenti n'est accepté avant seize ans révolus ni après vingt-huit ans révolus. Il doit avoir terminé au moins sa cinquième année de cours élémentaire."

7.—Que le paragraphe "cc" soit ajouté à l'article VI et se lise comme suit:

"L'apprentissage comporte un stage de deux ans dans un salon de beauté, de coiffure ou de barbier. Toutefois le temps consacré à l'étude dans une école reconnue par le Comité paritaire et couronné par l'obtention d'un diplôme sera crédité au compte de l'apprenti."

8.—Que le paragraphe "gg" soit ajouté à l'article VI et se lise comme suit:

"Aucune personne ne pourra obtenir sa carte de qualification comme ouvrier qualifié, compagnon, artisan, commis ou employé, pour travailler seule, en équipe ou en société, sans avoir au préalable satisfait au présent règlement d'apprentissage."

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 octobre 1944. 7608-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, établi en exécution du décret numéro 2684, du 9 octobre 1941, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4035, du 26 octobre 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 11 octobre 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs listes de paye comprenant salaires et boni.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération, soit en salaire ou en boni.

c) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la moyenne de salaire du salarié qualifié, soit \$25.00 par semaine.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire peut mettre à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à chaque mois.

6.—That subsection "a" of section VI be replaced by the following:

"No apprentice shall be accepted under sixteen (16) nor over twenty-eight (28) years of age. Apprentices must have completed at least the fifth year of the elementary course."

7.—That subsection "cc" be added to section VI and read as follows:

"Apprenticeship comprises a term of two years in a barber, hairdresser, or beauty parlor. However, the time spent studying in a school recognized by the Parity Committee and rewarded by the obtaining of a diploma shall be credited to the apprentice."

8.—That subsection "gg" be added to section VI and read as follows:

"No one may obtain his (or her) qualification card as skilled worker, journeyman, artisan, clerk or employee, to work alone, in shift or in partnership, without having previously complied with the present apprenticeship regulation."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 28, 1944. 7608-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval counties, formed under decree No. 2684, of October 9th, 1941, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 4035, of October 26, 1944, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to October 11th, 1945; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay-roll, including wages and bonus.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration, whether wages or bonus.

c) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wages fixed for skilled employees, namely, \$25.00 per week.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one period, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that the reports be filed and sent to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à chaque paye, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et en faire remise audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le 6 de chaque mois, pour le mois précédent.

3. Rapport financier

Selon les termes de la loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 décembre 1944, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, pour la période comprise entre le 11 octobre 1944 et le 11 octobre 1945.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DES COMTÉS DE CHICOUTIMI, LAC ST-JEAN ET ROBERVAL

État des revenus et des dépenses probables pour la période comprise entre le 11 octobre 1944 et le 11 octobre 1945.

Revenus probables:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1 %):

Employeurs professionnels.....	\$ 250.00
Salariés.....	250.00
Artisans.....	300.00
Honoraires d'examens.....	100.00
	<u>\$ 900.00</u>
Déficit prévu pour la période.....	65.00
	<u>\$ 965.00</u>

Dépenses probables:

Frais de perception et d'inspection.....	\$ 410.00
Vérification des livres.....	40.00
Salaire du secrétaire.....	180.00
Timbres et papeterie.....	24.00
Jetons de présence.....	126.00
Loyer de la salle.....	75.00
Frais légaux.....	60.00
Divers.....	50.00
	<u>\$ 965.00</u>

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 28 octobre, 1944. 7614-o

AVIS

L'honorable Antônio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163) que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, approu-

The professional employer shall retain, at the time of payment of the wages, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and remit same to the said committee together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 6th day of each month for the preceding month.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: December 31st, 1944, March 31st, June 30th, and September 30th, 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval counties, for the period between October 11th, 1944 and October 11th, 1945.

PARITY COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF CHICOUTIMI, LAKE ST. JOHN AND ROBERVAL COUNTIES

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 11th, 1944 and October 11th, 1945.

Probable revenues:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers.....	\$ 250.00
Employees.....	250.00
Artisans.....	300.00
Examination fees.....	100.00
	<u>\$ 900.00</u>
Deficit anticipated for the period.....	65.00
	<u>\$ 965.00</u>

Probable expenses:

Collection and inspection.....	\$ 410.00
Audition of books.....	40.00
Secretary's salary.....	180.00
Stamps and stationery.....	24.00
Attendance fees.....	126.00
Rent of hall.....	75.00
Legal charges.....	60.00
Miscellaneous.....	50.00
	<u>\$ 965.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 28, 1944. 7614-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice and this, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the constitution and by-laws of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, approved by Order-in-

vés par l'arrêté en conseil numéro 3938, du 19 octobre 1944, ont été modifiés par l'addition de deux nouveaux règlements spéciaux, dont le texte suit, approuvés et rendus obligatoires par l'arrêté en conseil numéro 4033, du 26 octobre 1944.

"Article 20.—Tenue du registre:—Le comité paritaire décide de rendre obligatoire pour tout employeur professionnel assujéti au décret, un système d'enregistrement de tout travail qu'il régit ou la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms, et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret."

"Article 21.—Rapport mensuel exigé des employeurs professionnels:—Le comité paritaire oblige tout employeur professionnel assujéti au décret à lui transmettre un rapport mensuel par écrit donnant les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé."

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 octobre 1944. 7613-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité conjoint des matériaux de construction, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3939, du 19 octobre 1944, ont été modifiés par l'addition de nouveaux règlements approuvés par l'arrêté en conseil numéro 4034, du 26 octobre 1944.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements ont été déclarées obligatoires:

"Devoirs des employeurs:—Tout employeur professionnel doit tenir un registre contenant les noms, âges et lieux de résidence de tous ses salariés, la durée journalière du travail de tels salariés, la classification de leur travail et les salaires qui leur sont payés, soit à la journée, à l'heure, à la pièce ou de toute autre manière."

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 octobre 1944. 7612-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire des Métiers de la Construction de St-Jean, à l'effet de modifier le décret numéro 1983, du 24 septembre 1938 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville, de la façon suivante:

Council number 3938, of October 19, 1944, have been modified by the addition of two new special by-laws, the text of which follows, approved and rendered obligatory by Order-in-Council number 4033, of October 26, 1944.

"Article 20.—Keeping of a register:—The Parity Committee decides to render obligatory for any professional employer governed by the decree a system of registration for any work which he controls or the keeping of a register in which are shown the name in full and residence of each employee in his employ, his competency, the exact hour at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of the work and wage paid, with mention of the method and time of payment, and all other information deemed useful in the application of the decree."

"Article 21.—Monthly report required from professional employers:—The Parity Committee obliges any professional employer governed by the decree to transmit to him a monthly report, in writing, giving the name in full and address of each employee in his employ, his competency, the regular and extra hours of labour done each week and the nature of such labour and the wages paid."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 28th, 1944. 7613-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), that the constitution and by-laws of the Building Materials Joint Committee, approved by order-in-council number 3939, of October 19, 1944, have been modified by the addition of new by-laws by order-in-council number 4034, of October 26, 1944.

In virtue of the Act, the following provisions of the said by-laws have been declared obligatory:

"Duties of employers: Every professional employer shall keep a record of the names, ages and places of residence of all employees, the time each day during which such employees have worked, the classification of their work, and the wages paid to them, whether by the day, hour, piece or otherwise as may be."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 28, 1944. 7612-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a request has been presented to him by the Joint Committee of the Building Trades of Saint John, to modify decree number 1983, of September 24th, 1938, and amendments, relating to the building trades in the city of Saint John and the town of Iberville, in the following manner:

On demande:

1. Que les employeurs dont les noms suivent soient radiés de la liste des parties contractantes de deuxième part:

Bédard & Girard Limitée;
J.-F. Mayrand;
O. Savary;

2. Que les employeurs dont les noms suivent soient acceptés comme parties co-contractantes de deuxième part:

Émile Marchand;
Aurèle Clermont;
Couture-Georges & Choquette;
Desrochers & Berger;
Industrial Electric Service Regd;
Bachand Frère & Fils.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 octobre 1944.

7607-o

It is requested:

1. That the employers whose names follow be stricken off the list of contracting parties of the second part:

Bédard & Girard Limitée;
J. F. Mayrand;
O. Savary;

2. That the employers whose names follow be accepted as co-contracting parties of the second part:

Émile Marchand;
Aurèle Clermont;
Couture-Georges & Choquette;
Desrochers & Berger;
Industrial Electric Service Regd;
Bachand Frère & Fils.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 28th, 1944.

7607-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 43

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bérubé vs Lavoie.....	2289
Deslières vs Hubert.....	2289

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:

3943—Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi et Lac St-Jean, les villes de Roberval et Dolbeau et le village de Mistassini.....	2284
3944—Métiers du bâtiment dans la région des Cantons de l'Est.....	2283
3945—Concernant la chasse au castor....	2286
3946—Concernant la chasse à l'orignal dans une certaine section des Cantons de l'Est.....	2286
3947—Concernant la création d'une réserve de chasse sous le nom de "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe"....	2288
3948—Concernant le droit régalien sur chaque peau d'animaux à fourrure pris ou tués dans la province de Québec....	2287
4037—Industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.....	2303

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2265

AVIS DIVERS:

Commission scolaire de la ville de Rouyn (Tirage d'obligations).....	2289
Laval-sur-le-Lac, ville (Changement de date des élections).....	2290
Leboff Brothers Incorporated (Directeurs).....	2290
Morneau Limitée (Directeurs).....	2290
St-Alexis de la Grande-Baie, village (Tirage d'obligations).....	2291

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bérubé vs Lavoie.....	2289
Deslières vs Hubert.....	2289

ORDERS-IN-COUNCIL:

3943—Barber and male and female hair-dresser trades in the counties of Chicoutimi and Lake Saint John, the towns of Roberval and Dolbeau and the village of Mistassini.....	2284
3944—Building trades in the Eastern Townships District.....	2283
3945—Concerning the hunting of beaver.....	2286
3946—Concerning the hunting of moose in a certain section of the Eastern Townships.....	2286
3947—Concerning the creation of a hunting reserve under the name of "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe".....	2288
3948—Concerning the royalty on each skin of fur-bearing animals taken or killed within the limits of the Province of Quebec.....	2287
4037—Men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec.....	2303

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2265

MISCELLANEOUS NOTICES:

School Commission of the town of Rouyn (Drawing of bonds).....	2289
Laval-sur-le-Lac, town (Change of date of elections).....	2290
Leboff Brothers Incorporated (Directors).....	2290
Morneau Limitée (Directors).....	2290
St-Alexis de la Grande-Baie, village (Drawing of bonds).....	2291

The Hodson Corporation (Quebec) Limited (Directeurs).....	2290	The Hodson Corporation (Quebec) Limited (Directeurs).....	2290
Val d'Or, ville (Rachat d'obligations)....	2290	Val d'Or, town (Redemption of bonds)...	2290
BUREAUX-CHEF:		CHIEF-OFFICES:	
Courville Mines Limited.....	2291	Courville Mines Limited.....	2291
Morneau Limitée.....	2291	Morneau Limitée.....	2291
Quebec Ore Zone Limited.....	2292	Quebec Ore Zone Limited.....	2292
The Hodson Corporation (Quebec) Limited.....	2291	The Hodson Corporation (Quebec) Limited.....	2291
CHARTES—ABANDON DE:		CHARTERS—SURRENDER OF:	
(École Élémentaire d'Entraînement du Corps d'Aviation de la Cité de Québec, Ltée)—City of Quebec Elementary Flying Training School, Ltd.....	2292	City of Quebec Elementary Flying Training School, Ltd—(École Élémentaire d'Entraînement du Corps d'Aviation de la Cité de Québec, Ltée).....	2292
Terminal Housing Company, Limited....	2292	Terminal Housing Company, Limited....	2292
The Balmoral Hotel, Inc.....	2292	The Balmoral Hotel, Inc.....	2292
COMMISSION DU SERVICE CIVIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC:		CIVIL SERVICE COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC:	
Prolongation des règlements temporaires.	2293	Prolongation of the temporary regulations.....	2293
DÉPARTEMENTS—Avis des:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
<i>Industrie laitière:</i>		<i>Dairy Industry:</i>	
Ordonnance N° 22-44—Beauharnois.....	2293	Order No. 22-44—Beauharnois.....	2293
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
Lévis, ville.....	2295	Lévis, town.....	2295
Rawdon, canton.....	2294	Rawdon, township.....	2294
St-Joseph, paroisse.....	2294	St-Joseph, parish.....	2294
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité conjoint des matériaux de construction (Avis).....	2307	Building materials joint committee (Notice).....	2307
Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal (Avis)	2306	Fur industry parity committee, wholesale section, of Montreal (Notice)....	2306
Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Chicoutimi, Lac Saint-Jean et Roberval (Prélèvement).....	2305	Parity committee of the barbers and hairdressers of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval counties (Levy)....	2305
Comité paritaire des métiers de la construction de St-Jean (Modification)....	2307	Joint committee of the building trades of Saint John (Modification).....	2307
Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les cités des Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls et Grand'Mère (Modification).....	2303	Barber and male and female hairdresser trades in the cities of Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls and Grand'Mère (Modification).....	2303
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Adorable Frocks Inc.....	2266	Adorable Frocks Inc.....	2266
Amherst Jobbing Inc.....	2267	Amherst Jobbing Inc.....	2267
Berney Fabrics Incorporated.....	2267	Berney Fabrics Incorporated.....	2267
Candia Homes Company.....	2268	Candia Homes Company.....	2268
Chelsea Export Corporation.....	2268	Chelsea Export Corporation.....	2268
Choquette & Compagnie Limitée.....	2268	Choquette & Compagnie Limitée.....	2268
Clauremiand Limitée.....	2269	Clauremiand Limitée.....	2269
Courville Mines Limited.....	2278	Courville Mines Limited.....	2278
De Luxe Braid, Limited.....	2269	De Luxe Braid, Limited.....	2269
Entreprises Lagafa Ltée—Lagafa Enterprises Ltd.....	2270	Lagafa Enterprises Ltd—Entreprises Lagafa Ltée.....	2270
Eugène Studio Limitée—Eugene Studio Limited.....	2270	Eugene Studio Limited—Eugène Studio Limited.....	2270
Fife Automobiles Limitée.....	2271	Fife Automobiles Limitée.....	2271
Hartford Investment Corporation.....	2271	Hartford Investment Corporation.....	2271
Kertchiff Dress Inc.....	2271	Kertchiff Dress Inc.....	2271
La Compagnie de Gravelage du Bas St-Laurent Ltée.....	2272	La Compagnie de Gravelage du Bas St-Laurent Ltée.....	2272
L'Association Nautique & Sportive du Lac St-Augustin.....	2272	L'Association Nautique & Sportive du Lac St-Augustin.....	2272
Le Sanatorium Bruchesi de Montréal....	2273	Le Sanatorium Bruchesi de Montréal....	2273

Merit Clothing Co. Limited.....	2273	Merit Clothing Co. Limited.....	2273
National Cleaners Inc.....	2274	National Cleaners Inc.....	2274
Newton Manufacturing & Import Ltd....	2274	Newton Manufacturing & Import Ltd....	2274
Notions Inc.....	2275	Notions Inc.....	2275
Oasis Limitée.....	2275	Oasis Limitée.....	2275
Quebec Envelope Company Limited.....	2275	Quebec Envelope Company Limited.....	2275
Quebec Ore Zone Limited.....	2278	Quebec Ore Zone Limited.....	2278
Regal Lingerie Manufacturing Company Limited.....	2276	Regal Lingerie Manufacturing Company Limited.....	2276
Safety Step Ladder & Woodwork Company Limited.....	2276	Safety Step Ladder & Woodwork Company Limited.....	2276
Senneterre Peat & Moss Mines Limited..	2277	Senneterre Peat & Moss Mines Limited..	2277
The House of Plastics Ltd.....	2277	The House of Plastics Ltd.....	2277
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
H. C. Grégoire Limitée.....	2279	H. C. Grégoire Limitée.....	2279
Les Industries de l'Est Limitée—Eastern Industries Limited.....	2279	Les Industries de l'Est Limitée—Eastern Industries Limited.....	2279
United Auto Parts (Demontigny) Ltd....	2279	United Auto Parts (Demontigny) Ltd....	2279
LIQUIDATION, AVIS DE:		WINDING UP NOTICE:	
La Brique Champlain Limitée.....	2295	La Brique Champlain Limitée.....	2295
MINUTES DE NOTAIRES:		NOTARIAL MINUTES:	
Delage, Gérard-J.....	2296	Delage, Gérard-J.....	2296
Lagassé, Joseph-Jacques.....	2296	Lagassé, Joseph-Jacques.....	2296
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.....	2296	Miscellaneous.....	2296
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Baie d'Urfée, ville.....	2281	Baie d'Urfée, town.....	2281
Black Lake, ville.....	2280	Black Lake, town.....	2280
Lévis, cité.....	2280	Lévis, city.....	2280
Sainte-Anne-de-Bellevue, ville.....	2282	Sainte-Anne-de-Bellevue, town.....	2282
Salaberry-de-Valleyfield, cité.....	2282	Salaberry-de-Valleyfield, city.....	2282
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
<i>Bedford:</i>		<i>Bedford:</i>	
Cornish vs Cornish <i>et al.</i>	2298	Cornish vs Cornish <i>et al.</i>	2298
<i>Kamouraska:</i>		<i>Kamouraska:</i>	
Vaillancourt <i>et vir</i> vs Côté.....	2298	Vaillancourt <i>et vir</i> vs Côté.....	2298
<i>Montréal:</i>		<i>Montreal:</i>	
Boyer <i>et al.</i>	2299	Boyer <i>et al.</i>	2299
Vanchesteing vs Vanchesteing <i>et al.</i>	2299	Vanchesteing vs Vanchesteing <i>et al.</i>	2299
<i>Pontiac:</i>		<i>Pontiac:</i>	
Capital Trust Corporation Limited vs McCaffrey <i>et al.</i>	2300	Capital Trust Corporation Limited vs McCaffrey <i>et al.</i>	2300
<i>Québec:</i>		<i>Quebec:</i>	
Webster & Son Ltd vs Ferland.....	2301	Webster & Son Ltd vs Ferland.....	2301
<i>Roberval:</i>		<i>Roberval:</i>	
Tremblay vs Dallaire.....	2301	Tremblay vs Dallaire.....	2301
<i>Rouyn-Noranda:</i>		<i>Rouyn-Noranda:</i>	
Garmaise vs Polish Land Company Limited.....	2301	Garmaise vs Polish Land Company Limited.....	2301
<i>Trois-Rivières:</i>		<i>Trois-Rivières:</i>	
Marchand vs Lavergne.....	2302	Marchand vs Lavergne.....	2302
7615-o		7615-o	